

Dynamique des Conflits et Médias au Niger et à Tahoua

Revue de la littérature

Décembre 2013

**Charline Burton
Rebecca Justus**

Contacts:

Charline Burton

Spécialiste Conception, Suivi et
Evaluation – Afrique de l’Ouest
Abidjan, Côte d’Ivoire
cburton@sfcg.org
+225 44 47 24 57

Moutari Aboubacar

Coordonnateur National des
Programmes - Niger
amoutari@sfcg.org
+ 227 9649 00 39
+227 90 60 54 96

Table des matières

1. Résumé exécutif	4
Contexte	4
Objectifs et méthodologie	4
Résultats principaux.....	4
2. Introduction.....	7
2.1 Contexte de la revue de littérature.....	7
2.2 Méthodologie et questions de recherche.....	7
3. Contexte général du Niger.....	10
3.1 Démographie	10
3.2 Situation géographique et géostratégique	11
Géographie.....	11
Situation géostratégique.....	12
3.3 Contexte économique	15
Agriculture, pastoralisme et sylviculture	15
Uranium et autres minerais	17
Corruption	18
Kidnapping et terrorisme.....	18
Traffics.....	20
3.4 Diversité ethnique	20
3.5 Contexte socio-politique	21
4. Contexte de la région de Tahoua, Tchintabaraden et Tassara	24
4.1 Situation géographique.....	24
Tassara	26
Tchintabaraden.....	26
4.2 Démographie et répartition ethnique	26
4.3 Contexte économique	28
5. Etat des lieux des conflits	30
5.1 Conflits majeurs	30
a. Influence des conflits libyens et maliens sur le Niger.....	30
b. Conflits liés aux mouvements de population	33
c. Conflits liés aux ressources naturelles	34

d. Conflits politiques	36
e. Jeunesse et conflits	37
f. Femmes et conflits	38
5.2. Acteurs régionaux des conflits	40
6. Les acteurs de paix et mécanismes de pacification.....	43
6.1. Acteurs locaux.....	43
Le Code Rural et la Commission Foncière	43
L’engagement militaire de l’Etat	45
Les initiatives de la société civile	46
6.2. Acteurs internationaux.....	47
7. Medias.....	50
7.1. Contexte nigérien des medias	50
La radio	50
La télévision	52
La presse écrite	53
Liberté de la presse	54
Les organes de régulation et associations professionnelles	54
7.2. Contexte des medias a Tahoua, Tchintabaraden et Tassara.....	55
7.3. Medias et pacification: initiatives existantes	56
a. Au Niger.....	56
b. Dans la région de Tahoua, Tchintabaraden et Tassara	57
8. Bibliographie	58

1. Résumé exécutif

Contexte

En 2013, le Fonds des Nations Unies pour l'appui à la Consolidation de la Paix (PBF) a répondu à l'appel du Gouvernement du Niger pour appuyer son effort de consolidation de la paix et de la sécurité au projet : « Paix et Développement des Jeunes dans la Zone de Tahoua ». Dans ce contexte, l'UNICEF a confié à l'ONG Search for Common Ground (SFCG) une étude destinée à identifier les principaux déterminants des conflits dans les communautés d'intervention du projet, notamment Tahoua. Cette étude sera réalisée en novembre-décembre 2013 dans la région de Tahoua, et plus spécifiquement dans les communes de Tchintabaraden et Tassara, zones de mise en œuvre du futur projet de l'UNICEF. L'étude cherchera à répondre aux trois questions suivantes :

1. Quels sont les conflits majeurs qui affectent Tahoua, et quels sont les acteurs de ces conflits ?
2. Qui sont les acteurs de paix et mécanismes de pacification au Niger et à Tahoua, Tchintabaraden et Tassara ?
3. Quelle est la situation des médias et les opportunités sur lesquelles s'appuyer pour la mise en place du projet « Paix et Développement des Jeunes dans la zone de Tahoua »?

Objectifs et méthodologie

La présente revue de littérature s'inscrit dans le cadre de cette recherche menée par SFCG. Elle vise à fournir un recueil des données majeures déjà publiées et disponibles en lien avec les thèmes de la recherche, de façon à : (1) orienter la conception des autres outils de collecte de données qui seront utilisés dans la zone d'intervention ; et (2) servir de source d'informations pour la recherche, lesquelles seront triangulées avec les données collectées sur le terrain de façon à fournir l'analyse la plus pertinente en réponse aux questions posées par l'UNICEF.

Cette revue de littérature a été menée en octobre et novembre 2013 par l'équipe Afrique et l'équipe d'apprentissage institutionnel de SFCG (ILT), basées à Washington (USA) et Abidjan (Côte d'Ivoire) avec le soutien d'un chercheur consultant, basé à Niamey (Niger). Afin de compiler la littérature existante et pertinente pour cette recherche, la méthodologie suivante a été utilisée : recherche sur Internet.

Résultats principaux

La revue de la littérature s'ouvre par un **portrait général du contexte nigérien**, avec des informations sur la démographie du pays, sa situation géographique et géostratégique. Le lecteur apprendra par exemple qu'avec une moyenne de 7,4 enfants

par femme, le Niger est le pays au monde où le taux de fécondité est le plus élevé au monde et que près de 70% de la population y a moins de 25 ans. On y apprendra aussi que le sol nigérien comporte des ressources stratégiques en uranium, dont il est 4^{ème} producteur mondial et qui représente une source stratégique d'énergie pour certains pays, comme la France. Cette première section sur le contexte général passe également en revue le contexte économique, ethnique et socio-politique. Au cours de ces paragraphes introductifs, les lecteurs en sauront plus sur les sources de revenus des Nigériens – principalement les secteurs de l'agriculture, le pastoralisme et la sylviculture, qui occupent plus de 80% de la population active –. Ils apprendront que les actes de terrorisme et des enlèvements d'occidentaux menés par AQMI ou le MUJAO ont eu un impact négatif sur le secteur touristique nigérien.

La seconde section de cette revue de la littérature se penche sur **le contexte de la région de Tahoua** spécifiquement. On y apprendra que cette région est située au carrefour des zones sahélienne et saharienne du pays, qui font d'elle une zone de transit des hommes et des animaux : les styles de vie nomades et sédentaires se mélangent, les pasteurs et les éleveurs se côtoient. La région est habitée par une majorité de Haoussa (78%) et de Touaregs (17,5%), dont la représentativité varie beaucoup d'une commune à l'autre. La cohabitation des styles de vie, des cultures et des élevages d'une part, et la dureté du climat et la pauvreté généralisée d'autre part, sont des facteurs qui, combinés, se révèlent propices à l'émergence de conflits autour de l'exploitation et la gestion des ressources naturelles.

La troisième section détaille **la situation des conflits qui affectent le Niger en général, et la région de Tahoua en particulier**. Dans ces pages, l'accent sera mis sur la position de la région de Tahoua, au point de carrefour entre le Niger et ses voisins maliens, nigériens, et indirectement libyen. Alors que ces trois pays ont connu récemment des soubresauts sécuritaires et politiques, cette situation a des répercussions sur le contexte conflictuel dans cette région du pays, lesquelles sont passées en revue. Le lecteur trouvera aussi dans cette section des informations sur l'impact des mouvements de population sur le contexte conflictuel dans la région : le Niger est en effet un point de transit vers l'Afrique du nord et l'Europe. De plus, la crise malienne a été à la base de l'afflux soudain de 50.000 réfugiés sur le sol nigérien, ce qui a représenté une source de déstabilisation au niveau local. La question des conflits politiques est aussi explorée dans ce chapitre, notamment avec des informations relatives à la crise politique de l'été 2013. Cette section passe en revue le rôle spécifique de la jeunesse dans les conflits, ainsi que celle des femmes. On y apprend par exemple que le faible renouvellement des élites politiques est à la base d'un conflit intergénérationnel, et que malgré leur place de second rang dans la société nigérienne, les femmes jouent un rôle dans les conflits. C'est notamment le cas des femmes touarègues qui, lors de la rébellion des années 90, ont soutenu les hommes engagés dans le combat de diverses manières. Enfin, dans la dernière partie de cette section, consacrée aux acteurs régionaux des conflits, des informations seront données sur divers groupes tels que Boko Harma, Ansar al-Dine, AQMI ou le MUJAO.

La revue de la littérature se dirige ensuite vers le **relevé des acteurs majeurs de paix et de quelques mécanismes de pacification** mises en place au niveau nigérien et international. Diverses initiatives seront ainsi détaillées, telle que celle de la Commission foncière, une institution de gestion de proximité du foncier rural. Le lecteur découvrira le caractère novateur de cette gestion locale, mais aussi les quelques faiblesses structurelles qui touchent ce système. La question de l'engagement militaire de l'état comme réponse aux conflits sera également abordée. Les différentes actions musclées face à la menace « Boko Haram », la mobilisation nigérienne pour contrôler les flux d'hommes et d'armes suite à la crise libyenne ; et l'envoi de militaires au Mali seront détaillés dans cette section. Il y sera mis en évidence que cet engagement – perçu comme une nécessité par les autorités au pouvoir – est couteux et est réalisé au dépend de certains secteurs sociaux, ce qui représente à son tour une menace pour les grands équilibres du pays. Cette section se clôture sur un état des lieux des différentes initiatives internationales pour soutenir la stabilité de la région sahélienne en général, et du Niger en particulier.

Enfin, la revue de la littérature consacre sa dernière section à un **état des lieux de la situation des médias au Niger**. Le lecteur y apprendra que la radio est le média privilégié des nigériens, ce qui est notamment dû au fait qu'elle diffuse en langue locale, et qu'elle représente un très faible cout d'investissement et d'utilisation. Dans ce chapitre sont détaillées les diverses radios : la publique Radio Sahel, la trentaine de radios privées, et les 129 radios communautaires - dont nombre d'entre elles sont dysfonctionnelles ou fonctionnent dans des conditions élémentaires -. La télévision, avec une poignée de chaînes (2 publiques et 2 privées) est également passée en revue, de même que la presse écrite qui, avec plus de 70 titres touche un public très limité d'élites urbaines faiseuses d'opinion. Au fil de ces pages, le lecteur découvrira que le Niger est un bon élève en matière de liberté de la presse, et qu'il s'est placé en 2013 à la 43^{ème} place du classement de Reporters Sans Frontières suite à l'abrogation la loi sur les insultes et la diffamation en 2011. Les différents organes de régulation et associations professionnelles – CSC, ONIMED, RaCom et RERACORNIGER – sont également passés en revue. Enfin, ce chapitre, et avec lui la revue de littérature, se ferme sur des informations sur quelques initiatives qui utilisent les médias comme outil de pacification.

Une **bibliographie** détaillée se situe en fin de document.

2. Introduction

2.1 Contexte de la revue de littérature

Malgré de nombreux progrès en faveur du renforcement de la démocratie et d'une transition post-conflit pacifique, la stabilité, le développement économique et l'unité sociale du Niger ne sont pas encore assurés. Limitrophe avec de nombreux pays traversant des périodes de transformation intense, le Niger, n'a pas été épargné par les récentes crises qui ont ou, qui continuent de secouer la bande sahélienne notamment, en Lybie, au Nigeria et au Mali. Cette instabilité régionale et le large déplacement de populations qu'elle a entraînés augmentent les risques de trafics illégaux en tout genre tout en rajoutant une pression supplémentaire sur les communautés d'accueils déjà fragilisées par les crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes.

Pour autant, d'importants efforts de consolidation de la paix sont actuellement entrepris par les autorités nigériennes dans les zones Sahélo-Sahariennes du Niger. Le but est de renforcer à la fois les acquis issus de la transition post-rébellion et les mécanismes de mitigation des conflits pour stabiliser le pays. Grâce à cette dynamique, les autorités nationales cherchent à prévenir toute dégradation de la situation sécuritaire par le biais d'activités stratégiques de prévention et de gestion des conflits.

Récemment, le gouvernement a identifié la région de Tahoua comme une zone particulièrement vulnérable et requérant une attention prioritaire. C'est pourquoi, le Fonds des Nations Unies pour l'appui à la Consolidation de la Paix (PBF) a répondu à l'appel du Gouvernement du Niger pour appuyer son effort de consolidation de la paix et de la sécurité grâce à l'implémentation du projet : « Paix et Développement des Jeunes dans la Zone de Tahoua ». Ce projet d'une durée de 18 mois s'articule de manière à atteindre trois effets spécifiques dont (1) les jeunes à risques contribuent à la consolidation de la paix à travers leur participation à des initiatives socio-économiques citoyennes ; (2) les structures communautaires disposent des capacités et des outils pour promouvoir la paix et prévenir les conflits et (3) les structures institutionnelles disposent des capacités techniques et institutionnelles renforcées et d'outils pour promouvoir la culture de la paix.

2.2 Méthodologie et questions de recherche

Dans ce contexte et afin de mieux orienter les stratégies d'intervention pour mettre en œuvre le plus efficacement possible le projet « Paix et Développement des Jeunes dans la Zone de Tahoua », l'UNICEF a confié à l'ONG Search for Common Ground une étude destinée à identifier les principaux déterminants des conflits dans les communautés d'intervention du projet, notamment Tahoua. Cette étude sera réalisée en novembre-décembre 2013 dans la région de Tahoua, et plus spécifiquement dans les communes de Tchintabaraden et Tassara, zones de mise en œuvre du futur projet de l'UNICEF.

L'étude se basera sur une méthodologie mixte, qui permettra de collecter des données qualitatives et quantitatives grâce à l'utilisation de techniques de collecte telles que : revue de la littérature, groupes de discussion, entretiens individuels, enquêtes à échantillonnage aléatoire.

La présente revue de littérature s'inscrit dans le cadre de cette recherche menée par SFCG. Elle vise à fournir un recueil des données majeures déjà publiées et disponibles en lien avec les thèmes de la recherche, de façon à :

1. orienter la conception des autres outils de collecte de données qui seront utilisés dans la zone d'intervention : guides d'entretiens et de groupes de discussion, protocole d'enquête
2. servir de source d'informations pour la recherche, lesquelles seront triangulées avec les données collectées sur le terrain de façon à fournir l'analyse la plus pertinente en réponse aux questions posées par l'UNICEF.

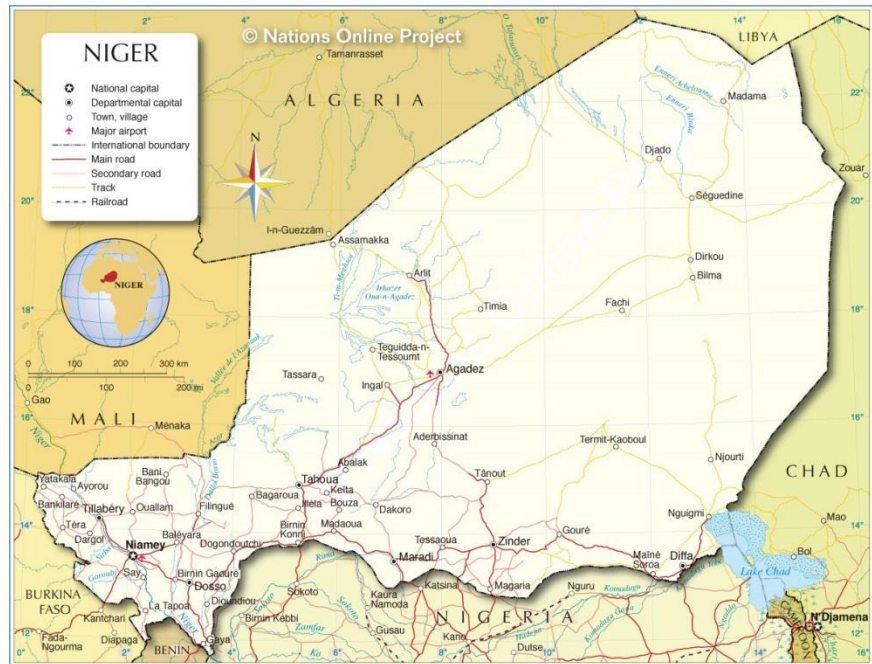
L'étude cherchera à répondre aux trois questions suivantes, et à leurs sous-questions correspondantes :

1. Quels sont les conflits majeurs qui affectent Tahoua, et quels sont les acteurs de ces conflits ?
 - Quels sont les conflits majeurs qui affectent sérieusement la cohésion sociale dans la zone d'étude ?
 - Quels sont les acteurs majeurs de ces conflits : acteurs locaux, régionaux, cachés, visibles, victimes ?
 - Quelles sont les dynamiques et relations de pouvoir entre les différents acteurs ?
 - Quelles sont les perceptions que les principaux acteurs ont des conflits, et des autres acteurs ?
 - Quel est le rôle spécifique des femmes dans les conflits
 - Quel est le rôle spécifique des jeunes dans les conflits ?
2. Qui sont les acteurs de paix et mécanismes de pacification au Niger et à Tahoua, Tchintabaraden et Tassara ?
 - Qui sont les acteurs de paix au niveau local ? au niveau national ?
 - Quels sont les mécanismes de pacification au niveau local ? national ?
 - Quelles sont leurs forces et faiblesses ?
 - Comment sont-ils perçus par les populations locales ?
 - Quel est le rôle spécifique des femmes dans ces mécanismes ?
 - Quel est le rôle spécifique des jeunes dans ces mécanismes ?
3. Quelle est la situation des médias et les opportunités sur lesquelles s'appuyer pour la mise en place du projet « Paix et Développement des Jeunes dans la zone de Tahoua » ?
 - Quel est le contexte général des médias au Niger ? dans la zone ?
 - Comment la qualité de leur travail est-elle perçue ?
 - Quelles initiatives existent en termes de médias et peacebuilding ? dans la zone ? au niveau national ?
 - Quels sont les risques et opportunités pour une collaboration avec les médias ?

Cette revue de littérature a été menée par l'équipe Afrique et l'équipe d'apprentissage institutionnel de SFCG (ILT), basées à Washington (USA) et Abidjan (Côte d'Ivoire) avec le soutien d'un chercheur consultant, basé à Niamey (Niger). Afin de compiler la littérature existante et pertinente pour cette recherche, la méthodologie suivante a été utilisée : recherche sur Internet.

3. Contexte général du Niger

La République du Niger est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, situé entre l'Algérie, la Libye (au nord) le Tchad (à l'est), le Nigéria, le Bénin, le Burkina Faso (au Sud) et le Mali (à l'ouest). Le Niger est situé dans la région du Sahel, et constitue une terre de contact entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire.



3.1 Démographie

Selon le dernier recensement général de la population de décembre 2012, le Niger compte une population de 17 129 076 habitants, dont 49,4% d'hommes et 50,6% de femmes². L'espérance de vie à la naissance est de 51,1 ans, tandis que le taux de mortalité chez les moins de 5 ans s'élève à 14,3 pour 100 naissances. La population nigérienne est en grande majorité constituée de jeunes, puisque la moitié d'entre elle a 14 ans ou moins, et 68,2% de la population est âgée de moins de 25 ans³. Ceci s'explique notamment par un des taux de fécondité les plus élevés au monde, avec un chiffre record de 7,4 enfants par femme. Le Niger connaît l'un des taux de peuplement

¹ Carte politique du Niger. [Carte] In : Nations Online Project. Disponible sur : <http://www.nationsonline.org/oneworld/map/niger-political-map.htm>

² Institut National de la Statistique. 4^{ème} Recensement général de la population et de l'habitat RGP/H. Résultats préliminaires [en ligne]. Disponible sur : <http://www.stat-niger.org/> (Consulté le 27/11/2013).

³ PNUD. Profil de pays : Niger. In : Indicateurs internationaux du Développement Humain, 2013. Disponible sur : <http://hdrstats.undp.org/fr/pays/profils/NER.html> (Consulté le 27/11/2013)

urbain les plus bas du monde, avec moins de 20% de population urbaine, et plus de 80% de sa population vivant dans des zones rurales⁴.

Le Niger est un pays multi-ethnique, à la frontière entre l'Afrique « blanche » du Nord et l'Afrique « noire » sub-saharienne. Les principales ethnies du pays sont les Haoussa (55,4 %, centre et est du pays), Djerma (21 %, principalement à l'ouest du pays), Touareg (9,3 % au nord et nord-est), Peuhl (8,5 %, répartis sur tout le territoire), Kanouri (4,7 % à l'est), autres (1,2 %)⁵.

3.2 Situation géographique et géostratégique

Géographie

Le pays présente trois zones climatiques :

- au Sud, la zone soudanienne à savane arborée : la seule bande verte du pays, à vocation agricole et pastorale
- la zone sahélienne au Nord de la Zone soudanienne : Marquée par une végétation de savane et de steppe d'épineux et d'acacias, cette zone demeure la région de prédilection de l'élevage et d'agriculture qui devient agriculture à haut risque au fur et à mesure qu'on s'approche de la zone saharienne. Elle reçoit de 200 à 500 mm d'eau par an, et l'humidité diminue vers l'Est et surtout vers le Nord.
- la zone saharienne, immense, recouvre au nord est la majorité du pays. Aucune culture n'y est possible sauf dans oasis, par culture d'irrigation. La température présente des extrêmes très marqués : très chaude le jour et très froide la nuit.⁶

Le pays se présente sous la forme d'un grand plateau, tantôt rocheux, tantôt sablonneux, sillonné par les lits de fleuves venant du Sahara et creusé par de nombreuses cuvettes constituant des mares pendant l'hivernage. Il présente généralement des reliefs peu contrastés sauf au Nord du pays. Le Niger ne possède qu'un seul cours d'eau permanent, le fleuve Niger, qui le traverse sur une longueur d'environ 500 km dans sa partie Sud Ouest. On trouve aussi quelques lacs

⁴ *Ibid.*

⁵ CIA. Recensement de la population du Niger 2001, In : *CIA World Factbook* [en ligne] (modifié le 4 novembre 2013). Disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ng.html> (Consulté le 27/11/2013)

⁶ FAO. *Rapport de la Quatorzième Réunion du Sous-comité ouest et centre africain de corrélation des sols pour la mise en valeur des terres, Abomey, Bénin, 9-13 octobre 2000* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.fao.org/docrep/005/y3948f/y3948f11.htm> (Consulté le 27/11/2013)

permanents dont le principal, le lac Tchad, est situé à la pointe Sud-Est et plusieurs rivières semi permanentes⁷.

Situation géostratégique

Le Niger occupe une place stratégique dans la région sahélienne, de par sa frontière commune avec deux pays ayant connu une grande instabilité depuis 2011 : la Libye et le Mali. De plus, de par l'abondance d'uranium dans son sol et comme premier fournisseur d'énergie auprès de la France, le Niger représente un allié stratégique pour son ancienne puissance colonisatrice.

Premier producteur africain d'uranium, fournisseur privilégié de la France

Le Niger est le quatrième producteur mondial d'uranium, grâce à ses deux importantes mines d'uranium, qui représentent 7,5% de la production mondiale : la mine d'Arlit et celle d'Akokan, situées dans la région d'Agadez, au nord du pays (900km au nord-est de Niamey)⁸. L'uranium, découvert à la fin des années '50 par les colonisateurs français, représente aujourd'hui la part la plus importante des exportations nigériennes⁹. Les deux mines principales du pays sont exploitées par les sociétés SOMAÏR et COMINAK, filiales du groupe français AREVA, qui en détient respectivement 63,6% et 34% des parts de marché. C'est également Areva qui exploitera le gisement prometteur d'Imouramen, à la suite à des accords obtenus en 2009 avec l'état nigérien. Imouramen est le gisement d'uranium le plus important d'Afrique, et le deuxième plus important au monde après celui d'Olympic Dam en Australie¹⁰.

L'uranium nigérien, qui est ensuite transformé en France par Areva, représente une source majeure d'énergie pour la France. Les contrats d'exploitation sont négociés chaque décennie entre Areva et le gouvernement nigérien, et une nouvelle phase de négociation est en cours depuis le début de l'année, en vue de l'expiration fin 2013 du dernier accord décennal¹¹, et une demande récurrente concerne l'augmentation des retombées de l'exploitation de l'uranium sur l'économie nigérienne. En effet, la part de l'uranium dans le PIB nigérien ne représente qu'environ 5% du PIB¹², et fin 2012, le

⁷ PNUD. *Le PNUD au Niger* [en ligne]. Disponible sur : <http://mirror.undp.org/niger/pnudfr/niger.html> (Consulté le 27/11/2013).

⁸ World Nuclear Association. Uranium au Niger. In : *Bibliothèque de la WNA, profil de pays* [en ligne]. Disponible sur : <http://world-nuclear.org/info/Country-Profiles/Countries-G-N/Niger/> (Consulté le 27/11/2013)

⁹ Ministère du Plan, de L'Aménagement du Territoire et Développement Communautaire. *Programme de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015*. Washington DC : FMI, 2013, p. 15.

¹⁰ Areva. *Areva et le Niger : Un partenariat durable* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.areva.com/FR/activites-592/un-partenariat-durable-avec-le-niger.html> (Consulté le 27/11/2013)

¹¹ RFI. Le Niger va lancer un audit des mines exploitées par Areva. *RFI* [en ligne], 24/09/2013. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20130924-niger-audit-mines-areva-imouraren-rotab-ali-idrissa> (Consulté le 27/11/2013)

¹² Voir Ministère du Plan (2013), *Op.cit.*, p. 22 : « Le PIB des activités extractives a connu une progression annuelle estimée à environ 9% au cours de la période 2007-2011 » et LE BRECH, Catherine. « Areva au

gouvernement nigérien s'était plaint que l'uranium ne représentait qu'une part minime de son budget national, et avait menacé d'ouvrir le secteur à la Chine ou à d'autres investisseurs, si un accord « gagnant-gagnant » n'était pas trouvé avec Areva¹³. Vu l'importance du secteur minier nigérien dans l'économie française, le président français Hollande est activement engagé avec son homologue Issoufou dans la facilitation des négociations liées à cette thématique, comme l'illustre la conférence de presse clôturant la dernière rencontre entre les présidents¹⁴.

Sur le chemin d'un pipeline Nigéria-Europe

Afin de réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis du gaz russe, l'union européenne développe plusieurs scénarios d'alimentation énergétique alternative, notamment avec le « Trans-Saharan Gas Pipeline » (TSGP), une pipeline qui devra permettre l'acheminement de pétrole depuis le Nigeria jusqu'à l'Europe, en passant par l'Algérie et le Niger, « dans lequel seraient désireuses de s'investir Total (France), ENI (Italie), Repsol (Espagne) et Gas Natural (Espagne). Pour qu'un tel projet soit réalisable, la stabilité et la sécurité de la région sont des conditions indispensables »¹⁵.

Une position stratégique dans une zone en crise

La position du Niger au sein de la zone sahélo-saharienne est perçue par les Occidentaux comme particulièrement stratégique pour la lutte contre l'extrémisme religieux, la circulation des armes et le terrorisme international. Ceci est particulièrement vrai depuis les récents événements politico-sécuritaires chez ses deux voisins du nord-ouest : la guerre civile en Libye (2011) et la crise au Mali (2012). De plus, la persistance d'un îlot d'islamisme radical au nord du Nigéria voisin fait du Niger à la fois un point d'appui important mais aussi un « fragile îlot de stabilité »¹⁶ dans la lutte contre les menaces terroristes dans la sous-région.

La position stratégique du Niger est parfaitement résumée par International Crisis Group dans son dernier rapport « Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ? » : « Depuis 2011, les forces de sécurité du pays sont en alerte avec l'appui de forces occidentales désormais présentes au Niger. Elles contribuent également à la Mission de stabilisation des Nations unies au Mali (Minusma) à travers un bataillon déployé dans la région de Gao, à proximité du Niger. Le pays est désormais intégré à des stratégies sécuritaires qui lui procurent protection tout en le dépassant : point d'appui de l'opération militaire française conduite au Mali, élément central de la stratégie de l'Union

Niger et l'uranium d'Arlit ». *Géopolis* [en ligne], 23/05/2013. Disponible sur : <http://geopolis.francetvinfo.fr/areva-au-niger-et-luranium-darlit-12195> (Consulté le 27/11/2013)

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Voir Conférence de Presse de François Hollande et Mahamadou Issoufou à Paris [10/05/2013] [enregistrement vidéo] In : NCN Niger TV, Youtube. Disponible sur : <http://www.youtube.com/watch?v=9dtb7gATyqI>. Transcription disponible sur site de l'Élysée français : <http://bit.ly/19X1Er4>

¹⁵ ROUPPERT, Bérangère. « Les États sahéliens et leurs partenaires extrarégionaux ». Note d'analyse de GRIP, 6 décembre 2012, p. 6

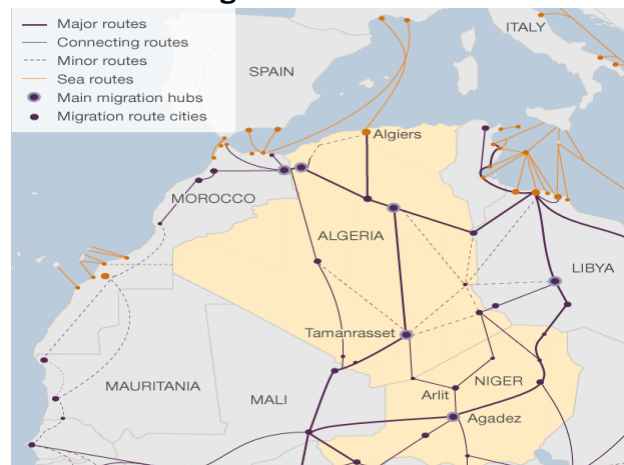
¹⁶ International Crisis Group. « Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ? », *Rapport Afrique*, septembre 2013, n° 208, p. 1.

européenne pour la sécurité et le développement au Sahel, et objet d'une assistance et d'une présence militaire américaines inédites. Encouragé par ses alliés à mettre à niveau son outil sécuritaire, le régime nigérien a également procédé à une augmentation substantielle de ses dépenses militaires »¹⁷. L'influence de l'instabilité régionale sur le Niger est examinée plus en détails dans la section « influence des conflits maliens et libyens sur la région ».

Le carrefour des migrations

Pour les candidats à l'immigration clandestine en provenance d'Afrique subsaharienne, le Niger représente une voie privilégiée de passage pour rejoindre l'Algérie et la Libye et ensuite l'Europe, comme l'illustre la carte ci-dessous. Ainsi, selon les Nations Unies, 80.000 personnes traversent le désert nigérien annuellement pour rejoindre l'Algérie ou la Libye¹⁸. Cette réalité a été illustrée par le terrible fait divers d'octobre 2013, où 92 migrants – principalement des femmes et des enfants - sont morts de soif dans le désert nigérien suite à une panne de leur véhicule¹⁹. Avec la complicité de certaines autorités qui en tirent un profit²⁰, des réseaux de migration illégaux permettent l'arrivée de milliers de sans-papiers en Afrique du Nord et en Europe, ce qui représente un défi de taille pour le vieux continent : « Cette proximité est également source de tensions et représente un risque sécuritaire pour l'UE : l'immigration clandestine en provenance d'Afrique subsaharienne vers les États européens (...) et l'augmentation du trafic de drogue à destination de l'Europe sont des sources de conflits diplomatiques permanents entre les deux rives »²¹.

Routes de migration à travers le Sahara²²



¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ BBC. « Niger migrants' bodies found near Algerian border », *BBC News Africa* [en ligne], 31/10/2013. Disponible sur : <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-24753100> (Consulté le 27/11/2013)

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Nigeronline.info. « Démantèlement d'un vaste réseau de trafiquants de clandestins au Niger » [en ligne], 17/11/2013. Disponible sur : <http://www.nigeronline.info/actualites/detail.php?id=1681#.Uoy7xsQwByU> (Consulté le 27/11/2013)

²¹ ROUPPERT, Bérange. *Loc. cit.*, p. 6.

²² BBC, 31/10/2013. *Loc. cit.*

3.3 Contexte économique

Le Niger est situé tout en bas du podium de l'index de développement humain du PNUD, qui fait la synthèse des indicateurs d'espérance de vie, de niveau d'études et de revenu. Situé à la dernière position sur une liste de 186 pays évalués, le Niger est donc caractérisé par une pauvreté généralisée : 43,6% vivent sous le seuil de pauvreté, et le revenu national brut par habitant y est de 701 dollars américains (contre 2.102\$ pour les voisins Nigériens, 1.202\$ pour les Burkinabés ou 13.765 \$ pour les Libyens)²³.

L'économie nigérienne est caractérisée par une prédominance du secteur primaire, et elle est très largement dominée par le secteur informel, dont la contribution au produit intérieur brut est estimée en moyenne à 68%²⁴. De façon générale, la croissance économique au Niger est faible, et elle peut être caractérisée par sa « faiblesse » et sa « volatilité », à mettre en lien avec un climat des affaires peu favorable au développement du secteur privé. Le Ministère du Plan nigérien explique cette situation « par (i) la faiblesse du cadre institutionnel, (ii) le caractère limité des infrastructures, (iii) la faiblesse du capital humain (santé, l'éducation primaire, l'enseignement supérieur et la formation continue), (v) l'étroitesse et le manque de compétitivité du marché des biens et du travail en liaison avec un secteur industriel peu dynamique, un marché financier peu développé et l'absence d'innovations technologiques. »²⁵

L'économie nigérienne est basée en majeure partie sur le secteur agro-sylvo-pastoral, qui représente plus de 40% du PIB et occupe 80% de la population active du pays. L'artisanat est le deuxième secteur de l'économie nigérienne, avec une contribution au PIB d'environ 25%²⁶. L'industrie extractive occupe une place non négligeable dans l'économie nigérienne, avec des activités extractives d'uranium, d'or et prochainement de pétrole. Les produits miniers (uranium et or) ainsi que les produits agropastoraux (bétail, oignon et niébé) sont les principaux produits d'exportation. Les importations sont, elles, essentiellement constituées de biens d'équipement (35%), mais également de produits alimentaires, énergétiques et de biens intermédiaires²⁷.

Agriculture, pastoralisme et sylviculture

Bien que le Niger soit un pays enclavé dans la région sahélienne, son sol est fertile dans les parties sud du pays (zone soudanienne), lesquelles permettent une sylviculture et une agriculture qui nourrit une grande partie de sa population. Plus au nord, dans la zone sahélienne, l'agriculture existe toujours, alors que dans la partie

²³ PNUD. *Rapport sur le développement humain 2013*. New York : PNUD, 2013, p. 144-147.

²⁴ Estimations pour la période 2007-2011. Voir Ministère du Plan (2013), *Op. cit.*, p. 72.

²⁵ *Ibid.*, p. 14.

²⁶ *Ibid.*, p. 22.

²⁷ *Ibid.*, p. 15.

saharienne du pays (nord), elle n'a lieu que dans les oasis, par culture d'irrigation. Le pastoralisme est courant dans les zones soudaniennes et sahéliennes. A eux trois, les secteurs agricoles, sylvicoles et pastoraux représentent la principale source d'activité économique du pays, et occupent plus de 80% de la population active : « *Sur la période 2007-2009, la contribution de ces secteurs à l'économie nationale est estimée en moyenne à 42,8% du PIB dont près de 25% pour le sous-secteur de l'agriculture, 12% pour l'élevage et près de 4,5% pour les forêts et pêche* », peut-on lire dans le Plan de Développement 2012-2015 du Niger²⁸.

Cependant, cette activité économique et sa réussite est largement tributaire du taux de pluviométrie. Le Niger est régulièrement confronté à des périodes de sécheresse, lesquelles sont souvent suivies d'inondations, qui mettent à mal les cultures et le taux de production agricole. En 2013, par exemple, la saison sèche est survenue plus tard qu'à son habitude, en juin, et des pluies modérées à fortes ont eu lieu durant les mois de juillet et août. Bien que la pluie soit une donnée essentielle de l'agriculture (et du pastoralisme), les terres nigériennes sont souvent sujettes à des inondations. Ainsi, des pluies fortes ont provoqué des inondations importantes dans plusieurs régions du pays en juillet et août 2013, avec les régions de « Tillabéry, Dosso, Maradi, Niamey et Tahoua les plus touchées [...] et plus de 139.500 personnes affectées »²⁹.

Sécheresses et inondations ont une influence importante sur le portefeuille des Nigériens, dont l'agriculture et le pastoralisme sont les principales sources de revenu. Les biens locaux deviennent alors peu ou pas disponibles sur les marchés locaux, et on constate également une baisse du pouvoir d'achat des Nigériens, dont la capacité d'acheter des biens importés diminue : les organisations de surveillance de la situation de sécurité alimentaire constataient, à la mi-2013, un déclin dans les importations du Nigéria, lesquelles comptent d'habitudes pour la majorité des biens disponibles sur les marchés locaux. Les régions les plus touchées par cette diminution d'importations du Nigéria étaient Maradi, Zinder, Tahoua et Diffa, « *où les ménages dépendent normalement des marchés locaux pour 80% de leur approvisionnement en nourriture à cette époque de l'année* »³⁰.

Une autre conséquence immédiate du difficile climat nigérien, est l'insécurité alimentaire permanente dans laquelle se trouvent les Nigériens. Ainsi, 193 zones, 3636 villages et près de 3 millions de personnes vivent dans des espaces considérés comme étant en proie à l'insécurité alimentaire, ce qui représente une augmentation par rapport à 2012 malgré une production excédentaire à l'échelle nationale lors de la

²⁸ *Ibid.*, p 21-23

²⁹ FAO. *GIEWS Country Briefs: Niger* [en ligne]. Disponible sur: <http://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=NER> (Consulté le 27/11/2013)

³⁰ FEWS NET. *Niger Food Security Outlook (July through December 2013)* [en ligne], p. 3. Disponible sur: http://www.fews.net/docs/Publications/NE_OL_2012_07_en.pdf (Consulté le 27/11/2013).

campagne agricole de l'année 2012³¹. Ainsi par exemple, les besoins d'urgence pour répondre à l'insécurité alimentaire au Niger étaient estimés à 130 millions de dollars américains pour l'année 2013³². Face à cette insécurité alimentaire chronique, le gouvernement peut compter sur l'aide des bailleurs de fonds étranger, dont l'aide compte pour la moitié du budget gouvernemental³³.

Uranium et autres minerais

Une autre large source de revenus pour le Niger provient de ses mines d'uranium et d'autres minerais (or, charbon et calcaire). Ainsi, l'uranium, qui est le principal produit d'exportation, a connu une quasi-stagnation de 1990 à 2006 avant d'enregistrer un rebond favorable à partir de 2007³⁴. Au cours de la période 2007-2011, le PIB des activités extractives a connu une progression annuelle estimée à environ 9%.³⁵ Cependant, la production de l'or a fortement diminué de moitié environ au cours de ces dernières années (passant de 2 625 à 1 446 kg entre 2007 et 2011). « Cette baisse tendancielle pour l'or de près de 45% entre 2007 et 2011 est due à des considérations naturelles de dépôt liées à la faible teneur du gisement exploité au cours de cette période »³⁶.

Mais c'est surtout pour son uranium que le sous-sol nigérien est considéré comme attractif. 4^{ème} producteur mondial de ce minerais stratégique, le Niger peine pourtant encore à tirer les bénéfices de cette ressource pour alimenter le budget national. Selon le gouvernement, ce secteur contribue seulement à hauteur de 5% du PIB national³⁷. Cette situation est décriée par les organisations de la société civile, qui réclament une révision des accords signés avec les entreprises extractives d'uranium afin que le pays tire meilleur profit de cette rente pour assurer son développement³⁸. Comme le reconnaît le Ministère nigérien du Plan, « le défi majeur dans le domaine des industries extractives est d'améliorer la contribution du secteur minier et pétrolier à l'économie nationale et de renforcer la gouvernance dans la gestion des ressources »³⁹.

Tandis que le gouvernement se bat pour une meilleure gestion des ressources liées à son sous-sol et pour plus de retombée de cette exploitation sur les populations nigériennes, il doit aussi faire face à un autre défi : celui de la corruption.

³¹ OCHA. « Revue à mi-parcours de l'appel global pour le Niger 2013 » [en ligne] p. 10. Disponible sur : https://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/MYR_2013_Niger_FR.pdf (Consulté le 27/11/2013)

³² *Ibid.*, p. 6

³³ CIA, *Loc. cit.*

³⁴ Ministère du Plan (2013), *Op. cit.*, p. 15.

³⁵ *Ibid.*, p. 21-23.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Géopolis, *Loc. cit.*

³⁸ Voir notamment le plaidoyer du Réseau des Organisations pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire (ROTAB), en interview sur RFI, 24/09/2013, *Loc.cit.*

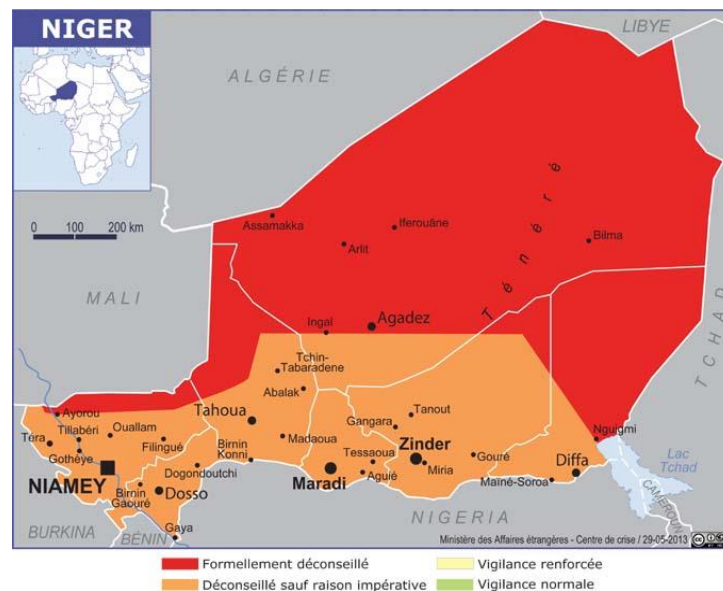
³⁹ Ministère du plan (2013), p. 21-23.

Corruption

Le Niger est classé 113^{ème} pays sur une liste de 174 dans le classement 2012 de l'Index de la perception de corruption réalisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement, un index qui classe les pays sur la base de la perception du niveau de corruption de son secteur public⁴⁰. Bien que la situation se soit légèrement améliorée au cours de ces dernières années (le pays était classé 134^{ème} sur 184 pays en 2011), il y a néanmoins encore de la place pour une amélioration de la transparence fiscale et du climat des affaires.

Kidnapping et terrorisme

La combinaison d'une pauvreté généralisée, et du manque d'opportunités professionnelles, et de l'instabilité dans la sous-région, représentent des facteurs favorables à l'enrôlement de nouvelles recrues dans les groupes armés et/ ou terroristes. Ainsi, au cours des dernières années, le niveau d'insécurité a augmenté dans le pays, suite à une multiplication des enlèvements de visiteurs et de travailleurs étrangers par des réseaux terroristes (10 étrangers enlevés depuis 2009 au Niger et 5 humanitaires nigériens⁴¹). Cette situation a incité de nombreuses représentations diplomatiques étrangères à dissuader leurs ressortissants d'effectuer des voyages touristiques au Niger, comme l'illustre la carte suivante, publiée par l'ambassade de France au Niger : ⁴²



⁴⁰ Transparency International. *Corruption Perceptions Index 2012* [en ligne]. Disponible sur : <http://cpi.transparency.org/cpi2012/results/> (Consulté le 27/11/2013)

⁴¹ France Diplomatie. « Conseils aux voyageurs », *Fiche de pays : Niger* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/niger-12300> (Consulté le 27/11/2013)

⁴² Ministère des Affaires Etrangères français. Carte sécuritaire du Niger [carte] In : *Centre de crise* [29/05/2013] [en ligne]. Disponible sur : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/niger-12300/>

Le Royaume-Uni avertit également ses citoyens d'éviter « *tout voyage non essentiel au Niger, y compris dans la capitale Niamey. Il y a un risque élevé de terrorisme, notamment de kidnapping* »⁴³.

Les kidnappings de ces dernières années sont causés et facilités par l'instabilité régionale, puisque les personnes enlevées sont généralement transportées d'un côté à l'autre des frontières de la sous-région. Les groupes qui réalisent ces enlèvements ont des connections dans les pays avoisinants, ce qui rend plus difficile leur traque. « Dans le passé, des hommes armés liés à des factions d'al Qaeda qui opèrent dans les zones sahéliennes et dans le Sahara ont kidnappé des personnes au Niger avant de les déplacer dans le Mali voisin »⁴⁴.

L'étiquette de « pays dangereux » qui est désormais collée à l'image du Niger a un impact négatif sur l'économie du pays, (1) affectant son secteur touristique d'une part, et (2) les investissements étrangers. L'impact sur le tourisme est en effet non négligeable : malgré une présence réduite des réseaux terroristes, les quelques enlèvements très médiatisés de ces dernières années ont eu un impact très négatif sur l'économie touristique au Niger, pourtant prospère au début des années 2000. « *Malgré une implantation probablement réduite, les actions d'AQMI ont un impact important au Niger : les enlèvements ruinent l'économie touristique pourtant prospère au début des années 2000, la présence occidentale au Niger diminue fortement et se concentre désormais à Niamey* »⁴⁵, explique Crisis Group. Pourtant, le gouvernement nigérien présente le tourisme comme une activité à fort potentiel de développement pour le pays⁴⁶.

L'impact est également important sur les investissements étrangers, puisque l'insécurité rend frileuses les sociétés les plus téméraires. Ainsi, après la prise d'otage de 4 employés d'Areva en septembre 2010 (qui ont été libérés en novembre 2013, après plus de trois ans de détention), « la menace de kidnapping a causé le ralentissement des investissements étrangers dans le pays (...). La firme française Areva a retardé le lancement programmé de la mine de Imouramen après le kidnapping de ses employés en 2010 »⁴⁷. De plus, outre les kidnappings de ses employés, Areva a également été victimes d'attentats ciblés. Ainsi, en mai 2013, des terroristes ont mené deux attaques suicide simultanées dans le nord du Niger: l'une dans un camp des forces armées nigériennes à Agadez, et l'autre sur le site minier de la compagnie française Areva à Arlit. Les attentats, qui ont fait une vingtaine de

⁴³ FCO. *Foreign Travel Advice: Niger* [en ligne]. Disponible sur: <https://www.gov.uk/foreign-travel-advice/niger> (Consulté le 27/11/2013).

⁴⁴ MASSALATCHI, Abdoulaye. « Kidnapped aid workers released in Niger, one killed », Reuters, 03/11/2013.

⁴⁵ International Crisis Group. *Loc. cit.*, p. 41.

⁴⁶ Ministère du Plan (2013), *Op. cit.*, p. 95-96.

⁴⁷ MASSALATCHI, Abdoulaye. *Loc. cit.*

victimes, ont été revendiqués par le MUJAO, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest.⁴⁸

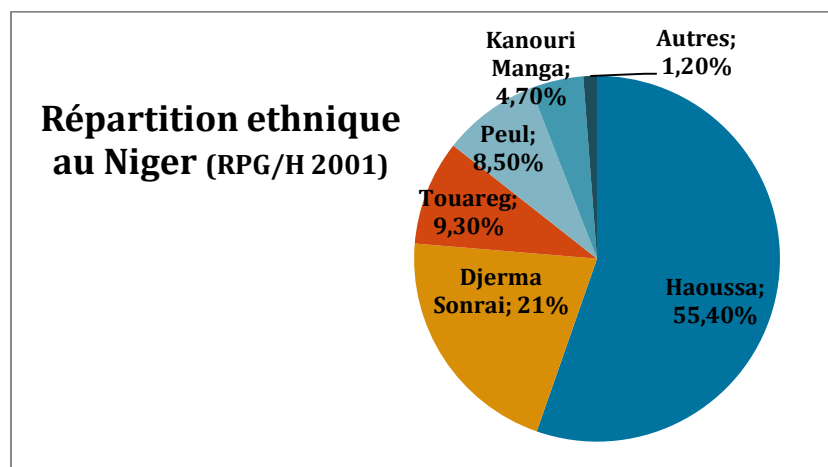
Trafics

Les conditions de pauvreté, l'insécurité alimentaire et les débouchés limités dans le secteur de l'économie formelle ont contribué au développement de réseaux informels de trafics en tout genre, depuis le trafic de denrée alimentaires transfrontaliers, jusqu'au trafic de drogue, d'armes ou d'otages. « *Le trafic de narcotiques et d'autres produits est prévalent sur une route ouest-est du Mali à la Libye en passant par le Niger, et du Sud au Nord depuis le Nigeria. Ces trafics sont généralement organisés en caravane de plusieurs camions à travers les zones désertiques* »⁴⁹. Le Niger a été et est également un lieu de passage illégal d'armes, qui a fortement affecté le pays suite à la crise libyenne⁵⁰.

Ces trafics impliquent souvent des jeunes Touarègues, dont cette activité reste l'un des seuls débouchés pour sortir du marasme économique, explique Crisis Group : « *Si tous les trafics ne sont pas criminels, une partie génère de la violence et le banditisme constitue toujours une réelle préoccupation dans les régions nord* »⁵¹.

3.4 Diversité ethnique

Les résultats du dernier recensement général de la population, réalisé en 2001, fait état de la répartition ethnique suivante⁵² :



⁴⁸ KOEPF, Tobias. « Terrorist attacks in Niger: not another Mali », *ISS Alert Issues*, n° 13, 03/06/2013.

⁴⁹OSAC. Niger 2013 Crime and Safety Report. In: Site web du *Overseas Security Advisory Council des Etats Unis* [en ligne]. Disponible sur: <https://www.osac.gov/Pages/ContentReportDetails.aspx?cid=13830>

⁵⁰ GEORGE, Princy Marin. « The Libyan Crisis and the Western Sahel: Emerging Security Issues ». In: IDSA, *Papers&Briefs, Backgrounder* [en ligne]. Disponible sur: http://www.idsa.in/backgrounder/TheLibyanCrisisandWestAfricanSahel_140812

⁵¹ International Crisis Group, *Loc. cit.*, p. 4 et 34.

⁵² Institut National de la Statistique, *Op. cit.*

Malheureusement, aucune donnée fiable plus récente n'a pu être trouvée concernant la répartition ethnique dans le pays. Un nouveau recensement de la population a été réalisé en décembre 2012, et les résultats de ce recensement national sont en attente de publication, cependant ledit recensement semble n'avoir comporté aucune données liées à l'ethnie. Il faut donc se fier à des chiffres vieux de plus d'une décennie, en gardant à l'esprit qu'il y a probablement à l'heure actuelle des changements assez conséquents des proportions ethniques de 2001. Cependant, certaines tendances générales sont encore d'actualité. Ainsi, on remarque que la répartition des ethnies varie grandement selon la région :

- Haoussa : sont présents partout dans le pays, mais représentent plus de la moitié de la population dans les régions de Maradi (87,8% de la population de la région), Tahoua (78,2%), Zinder (68,6%). Ils sont également nombreux à Dosso (42,1%), CU Niamey (34,4%) et Agadez (24,4%)
- Djerma Sonrai : principalement présents dans l'ouest du pays : Tillabéri (63,6% de la population de la région), C.U. Niamey (51,1%) et Dosso (48,1%)
- Kanouri Manga : principalement présents dans les régions sud-est (60,2% de la population de Diffa et 13,1% de Zinder), mais pratiquement absents des autres régions.
- Peuhl : sont présents exclusivement dans les régions sud du Niger, frontalières du Nigéria, du Burkina Faso et du Bénin : ils représentent 24,6% de la population de Diffa, 12,6% de Tillabéri et entre 8 et 10% de la population des régions de Dosso, Maradi et Zinder
- Touareg : sont principalement présents dans la région nordique d'Agadez, où ils représentent 60,1% de la population. Il existe aussi une forte minorité d'entre eux (entre 7,5 et 17,5%) dans les régions de Tahoua, Tillabéri et Zinder.

La population nigérienne est en majorité de religion musulmane (plus de 90%)⁵³ avec une minorité d'animistes et de chrétiens.⁵⁴

3.5 Contexte socio-politique

Après plus de dix ans de régime d'exception, le processus de démocratisation de cette ancienne colonie française a été engagé au Niger suite à la conférence nationale souveraine de 1991⁵⁵. Cette conférence civile entraîne l'abrogation de la Charte nationale, la suspension de la Constitution, la dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement. Amadou Cheiffou est alors élu chef du gouvernement de transition. La décennie suivante est marquée par le coup d'état de 1996 et l'assassinat du

⁵³ Institut National de Statistique. *Le Niger en chiffres 2011*. Niamey : INS, 2011, p. 1.

⁵⁴ CIA, *Loc. cit.*

⁵⁵ HACP et PNUD. *Analyse intégrée des facteurs de risque au Niger. Rapport final décembre 2007*, p. 22-23.

président Baré, le même qui était à la base du coup d'état, en 1999. Après une période de transition, Mamadou Tandja est élu président.

En 2007, le nord du pays est marqué par la relance de la rébellion touarègue, après une décennie d'accalmie. Le Mouvement des Nigériens pour la Justice est créé, réclamant une plus grande autonomie et un meilleur partage des revenus de l'uranium⁵⁶. Une des revendications majeures de ce groupe est une meilleure application des accords de paix de 1995 – qui avaient mis fin à la précédente rébellion –⁵⁷. Des accords de paix mettent fin aux hostilités en 2009⁵⁸.

Sous sa présidence, la constitution est modifiée⁵⁹ afin de permettre de prolonger sa présence à la tête du pays. Mais un an plus tard, en 2010, un coup d'état met fin à l'ère Tandja : « *Les putschistes suspendent la Constitution et toutes les institutions, un "Conseil suprême pour le rétablissement de la démocratie", présidé par Salou Djibo, est formé. La junte militaire nomme un gouvernement de transition et promulgue une nouvelle Constitution, qui prévoit un mandat présidentiel de cinq ans renouvelable une seule fois* »⁶⁰.

En 2011, plusieurs scrutins sont organisés : élections locales (régionales et municipales), législatives et présidentielles. Elles sont reconnues libres et transparentes par les différents observateurs, et marquent le retour à l'ordre constitutionnel avec l'élection du Président Mahamadou Issoufou avec 58% des voix et la mise en place d'un nouveau Parlement. Malgré les avancées démocratiques, certains dysfonctionnements persistent, dus à la faiblesse des capacités des acteurs étatiques et non étatiques⁶¹. De plus, depuis le mois d'août 2013, la situation politique nigérienne a connu divers rebondissements : il y a tout d'abord eu un remaniement ministériel, au cours duquel le Premier Ministre touarèg Birgit Rafini a conservé son poste, mais où « *la nouvelle équipe d'une trentaine de membres est surtout caractérisée par l'entrée de personnalités du MNSD et de la formation de Mamadou Tanja, l'ex-chef d'État renversé en 2010 après 10 ans de pouvoir* »⁶². Ce remaniement a été à la base de la perte par le chef de l'état⁶³, à mi-mandat, de son principal allié politique (Moden). Ce duel politique a été à la base d'une crise qui a duré plus de deux mois, laquelle s'est

⁵⁶ International Crisis Group, *Op cit.*, p. 32-33.

⁵⁷ IRIN. « Niger: New Touareg Rebel Group Speaks Out » [en ligne], 17/05/2007. Disponible sur : <http://www.irinnews.org/report/72223/niger-new-touareg-rebel-group-speaks-out>

⁵⁸ BBC. Niger profile In : *BBC News Africa* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-13943662> (Consulté le 27/11/2013)

⁵⁹ RFI. Fiche pays du Niger [en ligne]. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/contenu/niger> (Consulté le 27/11/2013)

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ PNUD. *Rapport annuel du coordonnateur résident 2011*. Niamey : PNUD, 2011.

⁶² VAGHI, Margaux. « Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Juillet-Septembre 2013 », note d'analyse de GRIP, 15 octobre 2013, p.16.

⁶³ BOISBOUVIER, Christophe. « Mohamed Bazoum: Traiter Mahamadou Issoufou de dictateur, c'est banaliser ce mot terrible de dictature », RFI, 09/10/2013 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20131009-mohamed-bazoum-traiter-mahamadou-issoufou-dictateur-est-banaliser-mot-terrible-dict>

soldée par un échec de l'opposition, puisque l'Assemblée nationale a renouvelé sa confiance dans le Premier Ministre en novembre 2013. L'opposition est sortie profondément divisée de cet épisode, et Hama Amadou, président de l'Assemblée Nationale, s'est est sorti affaibli⁶⁴.

⁶⁴ RFI. « Fin de crise politique au Niger », 11 novembre 2013 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20131110-victoire-premier-ministre-parlement-met-fin-crise-politique-niger-issoufou-rafini-brigi>

4. Contexte de la région de Tahoua, Tchintabaraden et Tassara

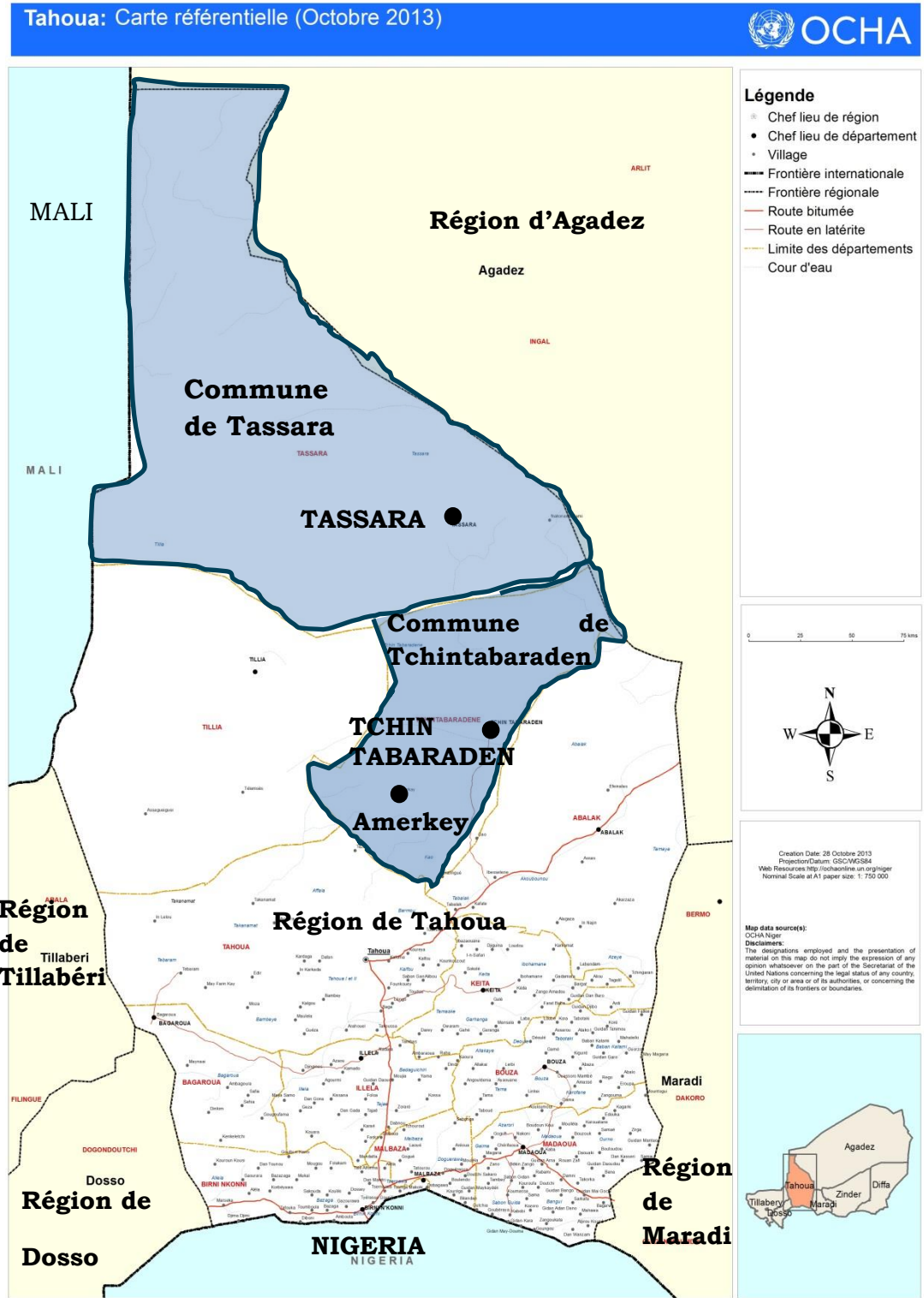
Cette section se veut un recueil des informations trouvées sur la région de Tahoua et, dans la mesure où l'information est disponible, spécifiquement sur les communes de Tchintabaraden et Tassara, ciblées par le projet de l'UNICEF. Lorsqu'aucune information sur ces deux communes n'était disponible dans la littérature existante, nous avons alors inséré des informations plus globales, relatives à la région de Tahoua.

4.1 Situation géographique

La région de Tahoua, située au centre-ouest du pays, couvre une superficie de 113.317 km². Elle est limitée au nord par la région d'Agadez, au nord-ouest par la République du Mali, à l'ouest par les régions de Tillabéri et Dosso, à l'est par la région de Maradi, et au sud par la République fédérale du Nigeria. La région de Tahoua est donc au carrefour de quatre pays (Mali, Algérie et Libye, Nigeria), ce qui influence sur son niveau sécuritaire, comme le montreront les sections suivantes.

Selon le découpage territorial de 2002, la région de Tahoua est subdivisée en 8 départements eux-mêmes subdivisés en communes urbaines et rurales, dont les communes de Tchintabaraden et de Tassara, dans le département de Tchintabaraden. Les deux communes sont caractérisées par un climat de type sahélo-saharien avec une longue saison sèche et une saison des pluies très courte. La géomorphologie de la zone présente les éléments suivants : un ensemble dunaire, des vallées et une partie rocailleuse. Le climat est rude pour les populations, car il rend difficile les cultures : les sécheresses, inondations, attaques des ennemis des cultures (...) accentuent la vulnérabilité de la région qui même en année normale connaît d'énormes difficultés à subvenir à ses besoins. Ainsi par exemple, les pluies de juillet et août 2013 ont fait plus de 11.000 sinistrés dans la région de Tahoua. Enfin, signalons que ce climat difficile est la source de « *la survenue d'épidémies d'une année à l'autre (choléra, rougeole, méningite, paludisme), qui affectent de façon significative la santé des populations que la malnutrition, modérée comme sévère viennent accentuer, augmentant leur vulnérabilité* »⁶⁵, selon le bureau des Nations Unies pour la coordination de l'aide humanitaire (UNOCHA).

⁶⁵ OCHA. *Profil humanitaire Régional Niger- Tahoua, Septembre 2013*. Disponible sur : <https://docs.unocha.org/sites/dms/Niger/Profil%20humanitaire%20Tahoua%20Septembre%202013.pdf>



Tassara

La commune rurale de Tassara occupe la partie septentrionale du département de Tchintabaraden. Elle est limitée au nord-ouest par l'Algérie, au nord et nord-Est par la Commune d'Ingal, au Sud-Est et au Sud par la Commune de Tchintabaraden, au Sud-Ouest et à l'ouest par la commune rurale de Tillia et la République du Mali. Le chef-lieu de la Commune (Tassara) se trouve à 257 km au Nord de la ville de Tahoua et à 105 Km du chef-lieu du département de Tchintabaraden. Lors du diagnostic de la commune, effectué probablement vers 2008 ou 2009, la commune comptait 25 villages importants et 122 campements⁶⁶ : « *Comme la plupart des zones pastorales, le mode de vie des populations de la commune de Tassara reste le nomadisme. En dehors de quelques gros villages dont la majorité est récente, les habitants vivent généralement dans des campements compte tenu de leur activité d'élevage. Ces populations sont parfois en perpétuels déplacements à la recherche du pâturage et de l'eau* »⁶⁷. Le nombre de village doit probablement être revu à la hausse depuis la publication de ce « diagnostic », puisqu'en août 2013, UNOCHA fait état de 43 villages dans la commune⁶⁸.

Tchintabaraden

La commune de Tchintabaraden occupe le centre du département du même nom. Le village de Tchintabaraden, chef-lieu de la commune, se trouve à 165 km au Nord de la ville de Tahoua. La commune est limitée par les communes de Tamaya et Ingal (à l'est), la commune de Tillia (ouest), la commune de Tassara (nord), et les communes de Kao et Afala (sud). Selon les rapports de UNOCHA, la commune compte 9 villages⁶⁹.

4.2. Démographie et répartition ethnique

Les résultats (provisoires) du dernier recensement général de la population nigérienne, effectué en décembre 2012, font état de 3.327.260 habitants dans la région de Tahoua, dont 49,5% d'hommes et 50,5% de femmes. Les communes de Tassara et de Tchintabaraden comportent respectivement 24.365 et 143.598 habitants.

Au niveau démographique, il faut signaler que la région de Tahoua compte de nombreux réfugiés maliens : en septembre 2013, ils étaient encore 12.000, dont 7.000 à Intikane, dans la commune de Tillia et 5.000 à Tazalit dans la commune de Tassara. Cependant, ces chiffres évoluent rapidement, et doivent probablement être revus à la baisse. Des réfugiés libyens sont également présents, et les derniers chiffres (2011) font état d'environ 95.000 Libyens réfugiés dans la région de Tahoua, dont 13.000 dans le

⁶⁶ Rapport du diagnostic de la commune rurale de Tassara, page 7-8, 21. Date inconnue.

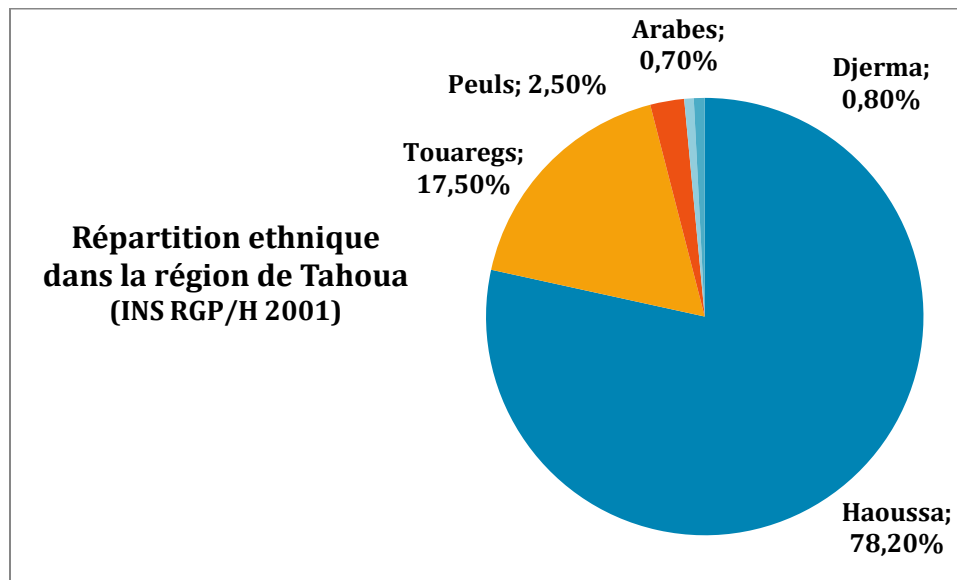
⁶⁷ *Ibid.*, page 32.

⁶⁸ OCHA. *Niger bulletin humanitaire Niger*, n° 36, 12 septembre 2013.

⁶⁹ *Ibid.*

département de Tchintabaraden⁷⁰. Cependant, ces chiffres doivent également être fortement revus à la baisse car une grande partie d'entre eux sont rentrés chez eux depuis ce recensement.

La répartition ethnique dans la région, dont les données se basent sur le recensement de 2001, fait état d'une écrasante majorité de Haoussa (78,2%) et d'une forte minorité de Touaregs (17,5%). Les Peuls (2,5%), les Djerma (0,8%) et les Arabes (0,7%) sont très faiblement représentés, comme l'illustre le graphique ci-dessous.



Cependant, la répartition ethnique varie grandement d'une commune à l'autre. Ainsi, le rapport du plan de développement communal de Tchintabaraden, probablement rédigé vers 2008, signale que « *la population de la commune est principalement constituée de Kel Tamajaq [Touaregs], de Peulh-Bororo et de quelques minorités Arabes et Haoussa. Les Touaregs se répartissent dans six groupements résidents (le 3ème groupement, le groupement Kousselata, le groupement Ijawanjawatan, le groupement Ichirifane et le groupement Kel Tamet). Il y a des administrés d'autres groupements non résidents (1er groupement, 2ème groupement, le 8ème groupe et 6ème groupe). Les Peulh sont les administrés du 9ème groupement et du groupement Peulh de Tahoua. Les Haoussas dépendent du 3ème groupement* »⁷¹.

A Tassara, la commune est principalement peuplée par les Arabes et les Touaregs, selon le diagnostic de la commune avec une présence minoritaire de « *quelques Peulhs de deux tribus et des familles Haoussa venues dans la commune à la faveur d'activités de commerce* ». Selon ce document (non daté, mais probablement écrit vers 2008), les Arabes (6ème groupement nomade) constituent la communauté dominante. Les Touaregs relèvent eux du 6ème, 3ème et 1er groupement nomade et constituent la

⁷⁰ OCHA (2013:1). *Op. cit.*

⁷¹ Plan de développement communal Tchintabaraden 2009 -2012, page 5. Date inconnue.

deuxième composante de la population de la commune. L'arabe y est la langue la plus couramment parlée, et « *même les groupes non arabes communiquent souvent sans difficultés par ce moyen* »⁷².

4.3. Contexte économique

Dans son Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015, le Ministère du Plan détaille les potentialités de la région de Tahoua en citant : l'oignon, coton, poisson, gros bétail, gomme arabique, phosphate, gypse, calcaire, charbon, artisanat et tourisme⁷³. Cependant, ces différentes ressources ne sont pas toutes exploitées actuellement : ainsi par exemple, le tourisme est quasiment inexistant dans la région. La liste du ministère illustre l'absence de ressource minière d'exportation, telles que l'uranium ou l'or.

La région de Tahoua se trouve à la limite de la zone des cultures et de la zone sahélienne où nomadisent les Peuhls, les Arabes et les Touaregs, au centre d'une région pastorale et agricole dont l'aménagement est poursuivi sur les sites de culture de contre-saison par les populations nomades sédentarisées à Keita, Konni, Bouza et Abalak.

L'économie de Tassara se base principalement sur l'élevage, le commerce, l'artisanat, la foresterie et les transports⁷⁴. Selon le rapport du diagnostic participatif de la commune, « *l'élevage constitue incontestablement la principale activité des populations de la commune rurale de Tassara. Les principales espèces élevées sont les bovins, les ovins, les caprins, les caméliens, les asins et les équins. Les populations pratiquent l'élevage de type extensif* ». Ainsi, toujours selon ce rapport, en 2006, l'effectif du cheptel de la commune était de presque 500.000 têtes dont 140.000 bovins, 150.000 ovins, 144.000 caprins, ou encore 8.800 caméliens.

Le commerce y est une activité informelle pratiquée par deux types d'acteurs : les revendeurs des produits manufacturés et agricoles d'une part, et ceux qui exercent le commerce d'animaux sur pieds d'autre part. Lors de la rédaction de ce rapport, avant la guerre libyenne, le rapport de la commune stipulait que : « *Les échanges commerciaux s'effectuent au niveau des marchés hebdomadaires à l'intérieur de la commune et à l'extérieur avec les autres communes voisines, ainsi qu'avec l'Algérie le Nigeria et le Mali. L'activité porte sur le bétail, les pâtes alimentaires, les hydrocarbures, le sel et d'autres produits de consommation* ». Bien qu'aucun rapport concernant la

⁷² Rapport du diagnostic de la commune rurale de Tassara, p. 7-8, 22.

⁷³ Ministère du Plan (2013). *Op. cit.*, p. 95-96.

⁷⁴ Rapport du diagnostic de la commune rurale de Tassara, p. 7-8.

commune de Tassara ou Tchintabaraden n'ait pu être trouvé, il y a fort à parier que ces commerces ont été perturbés suite à la situation sécuritaire des pays voisins⁷⁵.

Signalons aussi que l'exode des jeunes hommes constituait habituellement un complément de ressources important pour les ménages. Cependant, l'instabilité et les crises dans les pays de la sous-région (Mali, Libye, Nigéria) ont rendu cette mobilité difficile, ce qui constitue un manque à gagner⁷⁶.

La chasse et le braconnage sont également des activités notables dans les zones ciblées par le projet de l'UNICEF. A Tassara, celle-ci se pratique « *de manière anarchique par les militaires, les civils et les princes arabes (...), aucune idée de la quantité abattue ne peut se donner* »⁷⁷.

Les aléas climatiques ont également une influence sur l'économie de la région de Tahoua, puisqu'ils sont largement la cause d'une malnutrition élevée : ainsi, en septembre 2013, le taux de malnutrition aigüe grave (MAG) de 13,1%, et donc supérieur au seuil critique de 10%⁷⁸. Les risques de malnutrition sont récurrents dans la zone. Ainsi, en août 2013, alors que la campagne agricole tirait à sa fin, près du quart des villages agricoles de la région de Tahoua étaient à risque de malnutrition, selon une évaluation de la direction régionale de l'agriculture (36 villages dans la commune de Tchintabaraden et 7 villages dans celle de Tassara)⁷⁹.

⁷⁵ Rapport du diagnostic de la commune rurale de Tassara, p. 24-26.

⁷⁶ OCHA (2013:1). *Op. cit.*

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ OCHA (2013 :2). *Op. cit.*

5. Etat des lieux des conflits

Remarque préliminaire : L'objectif de la recherche est de mettre en lumière les informations relatives aux zones d'intervention du projet de l'UNICEF, à savoir les communes de Tchintabaraden et Tassara. Cependant, vu la quantité négligeable d'informations disponibles dans la littérature existante sur les communes cibles du projet, nous avons dans la mesure du possible fait état des informations relatives à la région de Tahoua lorsqu'elles existaient. A défaut, cette section comprend des informations générales relatives à la situation du Niger.

5.1. Conflits majeurs

En termes sécuritaire, la région du nord de Tahoua a une note de 3 sur 5 (alerte sécuritaire maximale) par les Nations Unies au Niger, c'est-à-dire un niveau sécuritaire modéré, tandis que le Sud est noté 4 sur 5, soit un niveau d'alerte. Cette situation est principalement le fait de l'influence de la situation dans les pays voisins : Mali, Libye, Nigéria, combinés à des récents évènements sécuritaires qui ont créé un climat général d'insécurité dans le pays : les attentats de mai et juin à Aagdez et Niamey. « *Le spectre des menaces terroristes d'AQMI (zone nord) et Boko Haram (zone sud) est davantage d'actualité, avec les récents événements au Nigeria faisant de milliers de déplacés en direction du Niger (quelques retours d'exodants de la région de Tahoua)* », explique ainsi OCHA⁸⁰. Ainsi, les représentations diplomatiques étrangères déconseillent à leurs ressortissants les zones frontalières avec la Libye et le Mali ainsi que toute la région sahéenne du pays.

a. Influence des conflits libyens et maliens sur le Niger

Au vu de la porosité de ses frontières, le Niger est facilement influence par ses voisins, et lorsque ceux-ci sont confrontés à des crises ou des conflits, ceci affecte le Niger de diverses manières, comme l'illustrent les deux sections suivantes, sur les conflits maliens et libyens.

Mali

La rébellion touarègue au Mali a affecté toute la sous-région de façon négative, notamment le Niger, comme l'explique Francis David, auteur de l'article « *The regional impact of the armed conflict and French intervention in Mali* » : « *Le Niger est dans la ligne de feu de la crise malienne, et le pays a subi un afflux de rebelles touarègues et islamistes. L'implication du Niger dans la force d'intervention Afisma [African-led International Support Mission in Mali] au Mali vise à aider à stabiliser la situation et à contenir la crise au Mali avant que la situation ne déborde de l'autre côté la frontière,*

⁸⁰ OCHA (2013:1). *Op. cit.*

avec des répercussions violentes ». L'un des risques majeurs pour le Niger, au début de la crise malienne, était celui d'une réplique de la situation malienne, avec une radicalisation de la communauté touarègue et une alliance avec des groupes islamistes et/ou terroristes. Au début de la crise malienne, certains analystes signalaient qu'il y avait « toutes les indications que la crise malienne finirait par migrer vers le Niger, puisque le pays a une même situation interne volatile, qui reste largement non résolue à ce jour »⁸¹.

Ainsi, lorsque le Conseil de Sécurité a voté la création de l'AFISMA en décembre 2012⁸², le Niger a assuré de son soutien à cette force. « *Si les groupes armés ont fini par s'installer au Mali, c'est faute d'avoir pu le faire au Niger, pays frontalier de la Libye contrairement au Mali, mais où l'armée a réussi à désarmer ou neutraliser les colonnes entrées sur son territoire. (...) On comprend aussi pourquoi le Niger a été un des premiers pays à annoncer l'envoi de cinq cent militaires au Mali en soutien à l'opération Serval* »⁸³. En mai 2013, le Niger déployait dès lors un contingent de 650 hommes dans les régions de Gao, Menaka et Ansongo, au nord du Mali⁸⁴. La fermeté du Niger dans sa lutte pour la stabilité régionale s'illustre également par les accords que le pays a passés avec les Etats-Unis en février 2013, qui autorisent l'installation d'une base américaine pour l'envoi de drones de surveillance au Mali⁸⁵, dans le cadre de leur lutte anti-terroriste dans la région.

Cette implication active du Niger dans les affaires internes de son voisin malien, a soulevé des craintes pour la sécurité du pays : ainsi, cette fermeté est considérée aujourd'hui par certains milieux, notamment d'opposition, comme la cause des actes terroristes qui ont frappé le pays en 2013⁸⁶.

Un autre impact majeur de la crise malienne sur le Niger est l'afflux de réfugiés auxquels le pays a dû faire face. Des dizaines de milliers de Maliens ont ainsi cherché refuge du côté nigérien des 821 km de frontière commune, apportant une pression supplémentaire à des ménages nigériens déjà en insécurité alimentaire. Bien que nombre d'entre eux sont désormais rentrés au Mali, il reste néanmoins 50.000 réfugiés maliens recensés en septembre 2013 sur le territoire nigérien⁸⁷. La crise malienne a également été à la base du retour massif de dizaine de milliers de Nigériens qui étaient au Mali dans le cadre de migrations temporaires, avec un impact sur le revenu des familles de ces migrants.

⁸¹ FRANCIS, David J. *The regional impact of the armed conflict and French intervention in Mali*. Oslo: NOREF, p. 11.

⁸² UNSC RES2085/2012. Security Council 6898th Meeting, 20 December 2012. Disponible sur : <http://www.un.org/News/Press/docs/2012/sc10870.doc.htm>

⁸³ GAZIBO, Mamoudou. « Le Niger dans la crise malienne », *CERI*, juillet 2013.

⁸⁴ StarAfrica.com. « AFISMA Deputy Commander found dead in Mali » [en ligne], 11/05/2013. Disponible sur : <http://en.starafrika.com/news/afisma-deputy-commander-found-dead-in-mali.html> (Consulté le 27/11/2013)

⁸⁵ FRANCIS, David J. *Op. cit.*

⁸⁶ GAZIBO, Mamoudou. *Op. cit.*

⁸⁷ CIA. *Op.cit.*

Libye

Le conflit en Libye a eu un impact sur toute la région sahélienne, y compris sur le Niger et sa partie nordique⁸⁸. Ainsi, Crisis Group explique que : « *Les désordres que connaît actuellement la Libye affectent toujours le Niger. Le Sud-Ouest du pays [Libye] échappe en grande partie au contrôle de l'Etat central. Des milices communautaires s'y affrontent pour le contrôle des territoires et des trafics. L'instabilité déborde périodiquement une frontière particulièrement poreuse* »⁸⁹.

Le conflit libyen a affecté nombre de Nigériens qui y vivaient et y travaillaient. La Libye était devenue le refuge naturel de milliers de Touaregs nigériens, « accueillis et intégrés en Libye, notamment dans l'armée et les milices du régime, chacun savait qu'en cas de changement de régime, le retour dans leur pays d'origine serait leur seule porte de sortie »⁹⁰. La crise a forcé 130.000 personnes à quitter la Libye et à rentrer chez eux, notamment en Libye, avec comme résultat un afflux soudain d'armes et d'hommes aguerris et armés, représentant un haut risque d'insécurité pour le pays⁹¹. Ainsi, par exemple, lors du double attentat d'Arlit et d'Agadez de mai 2013, le gouvernement nigérien a affirmé que les attaques avaient été préparées depuis le sud de la Libye.

Outre des hommes armés, la plus grande partie des migrants nigériens en Libye étaient des hommes venus y chercher du travail temporaire, et laissant derrière eux leur famille à qui ils envoyaient leur salaire de façon régulière. Ainsi, la grande majorité (93%) des migrants nigériens qui travaillaient en Libye y avaient voyagé seuls, laissant une moyenne de cinq dépendants derrière eux au Niger, vivant sur les sommes envoyées depuis la Libye⁹². Le retour soudain de ces travailleurs de Libye a représenté une coupe brutale de revenus pour des communautés entières dont les transferts d'argent depuis la Libye étaient jusqu'alors le principal moyen de subsistance⁹³ ⁹⁴. L'organisation internationale des migrations (IOM) a étudié en profondeur la question des retournés de Libye, et les conséquences des retours au Niger, notamment à Tahoua, où le retour soudain et massif a affecté les individus, les familles, et les commerçants de la communauté. Il y a eu un effet profond sur les

⁸⁸ Mohammad Bin Ahmad. « Sahel's Jihadist Groups Threaten Libya, Mauritania and Niger », *Al Monitor*, 11/12/2012 [en ligne]. Disponible sur: <http://www.al-monitor.com/pulse/fr/contents/articles/security/01/12/study-sahel-greater-threat-to-europe-than-afghanistan.html#ixzz2cRSpKjXg> (Consulté le 27/11/2013)

⁸⁹ International Crisis Group. *Op. cit.*, p. 38.

⁹⁰ GAZIBO, Mamoudou. *Op. cit.*

⁹¹ IOM. *Migrants Caught in Crisis: The IOM Experience in Libya*. Geneva: IOM, 2012, p. 27.

⁹² IOM. *Returnees from Lybia: The Bittersweet Experience of Coming Home. Summary Report*. Geneva: IOM, 2012, p. 24

⁹³ TINTI, Peter. « Niger: The Stable Sahelian State, For Now », Think Africa Press [en ligne], 27/09/2013. Disponible sur: <http://thinkafricapress.com/niger/stable-instability-sahelian-state-mali-example>

⁹⁴ IOM (2012:1). *Op. cit.*

familles qui dépendaient des envois de fonds pour compléter leurs maigres moyens de subsistance⁹⁵.

b. Conflits liés aux mouvements de population

Le Niger est un point de transit pour de nombreux habitants de la sous-région (voir à ce sujet la carte « Routes de migration à travers le Sahara » dans la section « situation géostratégique, plus haut). Ses routes faciles d'accès à travers le Sahara, vers l'Afrique du nord, principalement la Libye et l'Algérie, en font un point de transit privilégié dans la sous-région. Les destinations privilégiées varient selon les groupes ethniques. Ainsi, par exemple, la région de Tahoua, frontalière du Mali, voit un plus grand nombre de nomades touarègues qui migrent vers la Libye⁹⁶.

Mais le Niger n'est pas uniquement une terre de transit : ses ressortissants sont également habitués à se déplacer fréquemment dans la sous-région. Les zones d'origine les plus fréquentes des migrants nigériens sont les régions de Tahoua et de Zinder, suivies par Maradi. Les recherches sur les routes de migration montrent que les migrants nigériens se rendent le plus souvent vers la Libye et d'autres destinations nord-africaines ou européennes⁹⁷, principalement pour y trouver du travail⁹⁸.

Tel qu'évoqué précédemment, les crises au Mali et en Libye ont été à la base de déplacements massifs de population vers les pays voisins, y compris le Niger. Des centaines de milliers de personnes se sont déplacées d'un pays à l'autre à la recherche d'un endroit sécurisé. Ainsi, le Niger accueillait encore, en mai 2013, plus de 50.000 réfugiés maliens⁹⁹, principalement dans les régions de Tillabéri et Tahoua, déjà hautement vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, et avec un manque d'accès à l'eau potable et aux soins de santé¹⁰⁰, ce qui représente des risques de déstabilisateur pour la cohésion sociale au niveau locale.

Le retour de Nigériens du Mali et de la Libye ont également des conséquences sur les dynamiques de conflit au niveau local, comme l'explique l'OIM : « l'afflux soudain de retournés dans leurs communauté d'origine peut exacerber ces challenges significatifs, et leur retour a le potentiel de déstabiliser plus encore une situation sécuritaire déjà précaire »¹⁰¹. En effet, 8% des Nigériens retournés suite aux crises dans la sous-région ont entre 20 et 40 ans, en grande majorité des hommes¹⁰², une catégorie de personnes généralement plus encline à s'engager dans les conflits en général, et dans les conflits armés en particulier.

⁹⁵ IOM (2012:2), p.36.

⁹⁶ *Ibid.*, p.14.

⁹⁷ *Ibid.*, p.17.

⁹⁸ *Ibid.*, p.35.

⁹⁹ IOM. *Mali Crisis: A Migration Perspective*. Geneva : IOM, 2013, p. 16.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ IOM (2012:1), p.17.

¹⁰² IOM (2012:2), p.23.

c. Conflits liés aux ressources naturelles

La gestion de la plupart des ressources naturelles tombent sous la législation du Code Rural, créé en 1993. Au niveau de la sous-région, ce dispositif est considéré novateur car il reconnaît (1) la propriété foncière coutumière et (2) la mobilité pastorale. Ainsi, la propriété coutumière est reconnue au même titre que la propriété issue du droit positif, puisque l'ordonnance n°93-015 précise que « la propriété du sol s'acquiert par la coutume ou par les moyens du droit écrit » et que « la propriété coutumière confère à son titulaire la propriété pleine et effective de la terre ».

De même, la mobilité pastorale est prise en compte, puisqu'une limite Nord des cultures est établie par la loi 61-05 (et confirmée par l'ordonnance 2010-029), qui sépare le Niger en deux parties :

- Au Nord la zone pastorale, relevant du domaine public de l'Etat ;
- Au Sud, une zone où la propriété privée est reconnue, à l'exception des mares, couloirs de passage et enclaves pastorales, qui sont dédiés à l'élevage et appartiennent aussi au domaine public de l'Etat¹⁰³.

Ainsi, selon le Code Rural du Niger, « les éleveurs bénéficient en zone pastorale et dans les zones consacrées à l'élevage au Sud d'un droit d'usage collectif, restreint par l'existence d'un droit d'usage prioritaire sur leur terroir d'attache. Ces dispositions permettent la mobilité pastorale, puisque les ressources sont communes : c'est indispensable pour les systèmes d'élevage sahéliens qui sont confrontés à de grandes variations saisonnières et interannuelles de disponibilités de l'eau et des ressources fourragères. En outre, le statut de domaine public de l'Etat fait que, en théorie du moins, cette zone ne peut être appropriée de manière privative »¹⁰⁴.

Mais ces dispositions légales n'empêchent pas la survenue de divers conflits liés aux ressources naturelles. Ainsi, ce type de conflit a été divisé en différentes sous-catégories par le Haut-Commissariat à la Restauration de la Paix (HCRP) dans son « Analyse intégrée des facteurs de risques au Niger » (2007)¹⁰⁵. Dans les zones pastorales et agro-pastorales telles que celles de la région de Tahoua, le HCRP catégorise les conflits de la façon suivante :

¹⁰³ Comité National du Code Rural. « Un dispositif original et novateur ». In : Le site du Code Rural du Niger [en ligne] Disponible sur <http://www.coderural-niger.net/spip.php?article8> (Consulté le 01/11/2013)

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ HACP et PNUD. *Op. cit.*, p. 17-18.

Les conflits entre éleveurs (en zone pastorale, Nord de la région de Tahoua) :

- **L'accès à un point d'eau public** : Question essentielle dans la vie des pasteurs et de leurs animaux, l'accès à l'eau peut être à la base de conflits liés au paiement de la redevance pour l'abreuvement des animaux, ou à la priorité de telle ou telle communauté pour l'accès à une cuvette.
- **Le contrôle des pâturages** : Ce type de conflit est, selon le HCRP (2007) fréquent entre éleveurs appartenant à des ethnies différentes, « *lorsque chacun des groupes pastoraux en présence estime avoir un droit d'usage exclusif sur des pâturages situés dans un espace qu'il considère comme son terroir d'attache* »¹⁰⁶.

Notons que le fonçage de puits et l'installation de stations de pompage par l'état ou par certaines organisations internationales, avec leur méthode de gestion qui sont basés sur des méthodes modernes (fonctionnaire d'état, comité participatif, etc.) et non plus traditionnel, a contribué dans certaines zones à l'émergence de conflits puisque les droits d'usage prioritaires et traditionnels en sont chamboulés. Ainsi, « *On pourrait dire que, d'une certaine manière, l'Etat a confisqué leurs droits d'usage prioritaire [aux autochtones]. Cette ouverture des espaces tribaux a également favorisé l'installation permanente d'éleveurs transhumants* »¹⁰⁷. Ainsi, le fonçage de nouveaux puits peut lui-même devenir une source de conflits : « *Les autochtones, avec en tête l'aristocratie, refusent systématiquement le fonçage de nouveaux puits, officiellement pour ne pas dégrader les ressources mais aussi pour assurer leur monopole sur les ressources hydrauliques en particulier la station de pompage* »¹⁰⁸.

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs

Le passage suivant, tiré de l' « Analyse intégrée des facteurs de risque au Niger » (2007), illustre les différentes sources de conflits entre éleveurs et agriculteurs liés aux ressources naturelles :

La mise en culture des couloirs de passage, des aires de pâturage et des alentours des points d'eau pastoraux : Sous l'effet de la pression démographique, on assiste à une poussée du front agricole qui se traduit souvent par la mise en culture par les agriculteurs sédentaires, des couloirs de passage des animaux, des aires de pâturage et des alentours des points d'eau pastoraux. Dans certains cas, l'occupation des aires de pâturages par les agriculteurs est la conséquence de la survenance d'une catastrophe naturelle (ex : inondation) (...).

Les dégâts causés par les animaux : Ce type de conflit naît lorsque les animaux s'introduisent dans les périmètres irrigués, les sites des cultures de contre-saison ou les champs de culture et occasionnent des dégâts aux cultures ou aux récoltes.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p.17.

¹⁰⁷ MOHAMADOU, Abdoulaye. « Le foncier pastoral. Cas du terroir de Dembouten ». LASDEL, Etudes et travaux n°30, mai 2004, p. 15.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 13.

Le décalage entre la date de libération des champs et la période de retour de transhumance des animaux : A la fin de chaque campagne agricole, le Ministère chargé de l'intérieur donne aux autorités administratives déconcentrées et décentralisées, des directives sur la base desquelles chacune de ces autorités fixe en concertation avec les différentes parties prenantes (...), une date à laquelle les champs seront accessibles aux animaux pour la pratique de la vaine pâture. Il arrive que les animaux reviennent de transhumance avant la date de libération des champs et occasionnent ce faisant des dégâts aux cultures ou aux récoltes (...).

La sédentarisation de certaines communautés d'éleveurs sur les lieux où ils avaient l'habitude de camper : Certaines communautés d'éleveurs se sont sédentarisées en se fixant sur des terres qui leur servaient jadis de lieux de campement et qui font aujourd'hui l'objet de revendication de la part des agriculteurs sédentaires que la pression démographique oblige à une extension des superficies cultivées¹⁰⁹.

d. Conflits politiques

La situation politique au Niger a été globalement instable au cours des deux dernières décennies, avec des coups d'état répétés qui en faisait, en 2010, un des pays dans le top 25 des plus à risque en termes d'insécurité globale¹¹⁰. En février 2010, un dernier coup d'état militaire été mené par des membres des forces armées nigériennes, lesquels ont forcé la chute du président Tandja, ont suspendu la constitution et toutes les institutions, et formé un « Conseil suprême pour le rétablissement de la démocratie », présidé par Sajou Djibo¹¹¹. La junte militaire avait ainsi nommé un gouvernement de transition, promulgué une nouvelle constitution, et créé les conditions favorables pour la tenue d'élections présidentielles en avril 2011, saluée par la communauté internationale comme globalement réussie¹¹². Deux candidats participaient au deuxième tour de l'élection présidentielle : Seini Oumarou, un allié du déchu Tandja, et Mahamadou Issoufou, un opposant historique, ce dernier étant élu à 58% des voix.

Suite à ces élections, un gouvernement a été formé avec le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS) et le Mouvement démocratique Nigérien (Moden) avec Rafini Brigi comme Premier Ministre. « *La nomination de ce Touareg originaire d'Iférouane, homme de compromis qui n'a pas fréquenté la rébellion et que l'on dit également dénué de hautes aspirations politiques, est présentée comme un gage donné à la communauté touareg* », explique Crisis Group¹¹³. L'élection et l'installation sans

¹⁰⁹ HCRP et PNUD. *Op. cit.*, p. 17-18.

¹¹⁰ UNODC. *Regions under stress: When TOC threatens Governance and Stability*. Vienna: UNODC, 2010, p. 235.

¹¹¹ RFI. Fiche pays du Niger. *Loc. cit.*

¹¹² BBC. « Niger presidential election 'is example for Africa' », *BBC News Africa* [en ligne] 12/03/2011. Disponible sur : <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-12724965> (Consulté 27/11/2013)

¹¹³ International Crisis Group. *Op. cit.*, p. 20.

encombre de ce nouveau gouvernement démocratique a sonné la reprise de la collaboration bilatérale entre le Niger et ses anciens partenaires, tel les Etats-Unis¹¹⁴.

Cependant, l'avènement d'un régime démocratique n'a pas entièrement effacé les menaces d'instabilité, puisqu'en juillet 2011, un groupe de 5 militaires étaient arrêtés suite à des accusations de tentative d'assassinat contre le nouveau président¹¹⁵.

En 2013, de nouveaux évènements sont venus secouer l'arène politique nigérienne: à la mi-août 2013, un remaniement ministériel a eu lieu pour former un gouvernement « d'union nationale », élargi à l'opposition avec l'entrée du CDS Rahama de Mhamane Ousmane et le MNSD (Mouvement national pour la société de développement)¹¹⁶. Mais ce remaniement n'a pas plu à Hama Amadou, le chef du Moden, principal allié politique du PNDS. Hama Amadou, également président de l'Assemblée Nationale, a alors choisi le divorce et a retiré son soutien à la coalition présidentielle, provoquant une crise politique qui a duré près de trois mois. « *Principal contributeur de la victoire de Mahamadou Issoufou en 2011, [Amadou] retrouve un statut d'opposant au régime* »¹¹⁷ titrait fin août 2013 la presse internationale. La crise s'est finalement soldée début novembre à l'avantage d'Issoufou et de son Premier Ministre Brigi, qui ont mis leur programme gouvernemental à l'épreuve de la confiance des parlementaires le 09 novembre 2013¹¹⁸. Au final, l'opposition de Hama Amadou a perdu la bataille, et cette crise a créé des dissensions au sein de l'opposition nigérienne, avec une douzaine de députés de l'opposition qui ont fait rupture de leurs partis en donnant leur confiance au gouvernement, contrairement aux consignes qui leur avait été données. Certains membres de l'opposition, accusant le parti au pouvoir d'avoir acheté les voix des députés récalcitrants, ont dénoncé une manœuvre du régime au pouvoir pour diviser l'opposition en vue des élections de 2016¹¹⁹.

e. Jeunesse et conflits

Avec 80% de la population nigérienne âgée de moins de 35 ans, cette catégorie nécessite une attention particulière dans son lien multidimensionnel avec les conflits. Ainsi, Hassane Kounou, Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, disait en mars 2013⁹ « *C'est dire combien de fois la composante jeune qui constitue un potentiel humain indéniable, requiert des pouvoirs publics et de la société un défi majeur et permanent en termes d'éducation, de formation, d'emploi ou tout simplement*

¹¹⁴OSAC. *Loc. cit.*

¹¹⁵BBC, Profil Niger. *Loc. cit.*

¹¹⁶RFI. « Niger, Un nouveau gouvernement d'union nationale », RFI [en ligne], 14/08/2013. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20130814-niger-nouveau-gouvernement-union-nationale-issoufou> (Consulté le 28/11/2013)

¹¹⁷RFI. « Niger, retrait du principal allié du régime de la coalition au pouvoir », RFI [en ligne], 29/08/2013. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20130829-niger-retrait-principal-allie-regime-coalition-pouvoir> (Consulté le 28/11/2013)

¹¹⁸RFI, 10/11/2013. *Loc. cit.*

¹¹⁹L'Actualité. « Brigi s'en sort à coup de billets de banques ! », *L'Actualité*, 13/11/2013.

d'intégration sociale et de leur plein épanouissement à travers un renforcement des capacités »¹²⁰.

Les conflits dans la région ont eu un impact sur la jeunesse nigérienne, les privant de ressources qu'ils trouvaient pour une grande partie dans des travaux temporaires dans les pays voisins, notamment la Libye. L'impact de la radicalisation religieuse dans la sous-région est également palpable sur la jeunesse nigérienne, notamment dans le sud du pays qui subit l'influence de Boko Haram¹²¹.

La jeunesse nigérienne est également plus prompte à prendre la rue pour revendiquer le ras-le-bol vis-à-vis des réalités sociales difficiles. Ainsi, les étudiants organisent régulièrement des manifestations publiques, de façon organisées ou spontanées, lesquelles s'accompagnent parfois de débordements et d'actes de violence¹²². Ainsi par exemple, en décembre 2011, des émeutes ont eu lieu durant deux jours à Zinder, au cours desquelles plusieurs bâtiments ont été brûlés, deux civils tués, et plusieurs membres du gouvernement ont été pris à partie¹²³.

De plus, le Niger n'est pas épargné par les conflits intergénérationnels au sein de sa classe dirigeante et politique, comme l'explique Crisis Group : « *A de rares exceptions près, l'élite politique actuelle est apparue au début des années 1990, ce qui traduit le renouvellement problématique des élites nigériennes* »¹²⁴.

Ainsi, conscient de l'importance du rôle de la jeunesse dans la question des conflits et de leur résolution, le gouvernement a mis en évidence, dans son plan de développement économique et social 2012-2015, l'importance de satisfaire la forte demande sociale des 18-35 ans : « *Il est indispensable de relever le défi principal qui consiste à la rendre apte à impulser le développement durable du pays, réduire sa vulnérabilité, (...), favoriser son implication dans le processus de prise de décision, (...) combattre sa délinquance et en faire une jeunesse émancipée, responsable, pilier essentiel de son propre bien-être et du bien-être global de la nation* »¹²⁴

f. Femmes et conflits

Classé 186^{ème} sur 186 pays, le Niger se situe tout en bas du podium du PNUD et de son index sur l'inégalité des genres¹²⁵. Voilà qui en dit long sur la place de la femme et de la fille dans la société nigérienne. Cette situation d'inégalité se vit d'autant plus intensément en temps de sécheresse et/ou de crise alimentaire : les filles sont alors

¹²⁰ FORUM DES JEUNES DU NIGER. *Les Jeunes, au cœur du développement du Niger post-2015*. Livre de recommandations du Forum des Jeunes du Niger, mars 2013.

¹²¹ UNSC. « Report of the assessment mission on the impact of the Libyan crisis on the Sahel region », 18/01/2012, p. 11.

¹²² OSAC. *Loc. cit.*

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ Ministère du Plan. *Op. cit.*, p. 42.

¹²⁵ PNUD (2013). *Op. cit.*, p. 156-159.

les premières à souffrir de cette situation¹²⁶. De même, ce sont les filles qui sont les premières à être déscolarisées afin de fournir une aide ménagère au sein de leur famille, ou pour être utilisées comme « servantes » par une autre famille qui, en échange, s'assurera de lui fournir de quoi se nourrir. « *Dans les pires scénarios, les jeunes filles sont données en mariage afin de relâcher la pression sur leur propre famille, ou elles sont même parfois prostituées en échange de nourriture* »¹²⁷. Les femmes et les jeunes filles n'échappent pas non plus aux problèmes de la traite des humains et de l'esclavagisme : ainsi, dans la région de Tahoua par exemple, des filles nées en esclavage peuvent être forcées d'épouser des hommes qui les prennent comme « cinquième épouse » et les soumettent au « travail forcé et à la servitude sexuelle »¹²⁸.

Cependant, cette place de second rang qui est réservée à la femme par la société nigérienne, ne les empêche pas de jouer un rôle – quoique mineur - dans les conflits qui secouent leurs communautés respectives. C'est l'exemple des femmes touarègues qui, lors de la rébellion des années 1990's, ont eu leur part de responsabilités pour soutenir les hommes engagés dans le combat, comme l'explique la Présidente de la coalition des femmes nigériennes contre la guerre : « *Au départ, les femmes ont joué une certaine complicité en hébergeant les jeunes recrues avant de les orienter vers les bases rebelles. Elles encourageaient les hommes en chantant leurs bravoures et en déniaient ceux restés au village. Elles cotisaient pour payer des vivres pour les rebelles. Certaines avaient pris la fuite et s'étaient installées dans les pays voisins en vue d'organiser des rencontres dans le cadre de la rébellion. Elles donnaient leurs noms aux différents armements de guerre. Elles aidaient à cacher les armes pour un éventuel acheminement dans la montagne mais beaucoup ont péri et d'autres ont été faites prisonnières* »¹²⁹.

Un autre conflit qui touche particulièrement les filles et les femmes est celui lié aux questions de sexualité et aux pratiques de santé familiale. En effet, le Niger est régi par des normes familiales très conservatrices, et la sexualité est un sujet tabou, peu discuté. 75% des adolescentes du Niger sont mariées avant l'âge de 18 ans et 28% d'entre elles se marient avant l'âge de 15 ans¹³⁰. Cette situation particulière de la fille et de la femme au Niger est intrinsèquement liée à un autre défi majeur auquel le Niger doit faire face : son taux de croissance démographique élevé. Avec une moyenne

¹²⁶ HELMORE, Kristin. *Because I am a girl. Adolescent Girls and Disasters*. Nairobi: Plan International, 2013.

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ U.S. Department of State. *Trafficking in Persons Report* [en ligne], 2013, p. 283. Disponible sur: <http://www.state.gov/documents/organization/210741.pdf> (Consulté le 28/11/2013)

¹²⁹ OCDE. « Femmes, Gouvernance endogène et Prévention des conflits en Afrique de l'Ouest », Rapport de l'Atelier de travail organisé par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE à Niamey (Niger), 26 au 28 avril 2006, SAH/D(2006)562 Annexes, Octobre 2006, p. 28-29. Disponible sur <http://www.oecd.org/fr/csao/evenements/38518810.pdf>

¹³⁰ UNFPA et Ministère de la Jeunesse du Niger. Note conceptuelle du « Forum des Jeunes 2013 », mars 2013.

de 7,1 enfants par femme, le Niger a l'indice de fécondité le plus élevé en Afrique subsaharienne¹³¹.

Ce taux de natalité, les grossesses précoces (51% des filles de 18 ans ont déjà un enfant¹³²), couplées à la pauvreté des ménages nigériens, engendrent divers problèmes de types sociaux, comme le met en évidence le Ministère de la Jeunesse : « *Ce phénomène engendre entre autres des abandons scolaires hypothéquant ainsi les opportunités de mobilité sociale et de participation des jeunes filles au processus de développement de leur pays. La question de droits doit être également posée puisque la majorité de ces mariages sont forcés* »¹³³. Ainsi, le Ministère du plan, dans sa feuille de route pour 2012-2015, affirme que « *ce défi ne saurait être relevé sans une scolarisation adéquate et un maintien de la fille dans le système éducatif, la prise de mesures sur l'interdiction du mariage précoce, l'alphabétisation de la population, l'autonomisation économique de la femme (...)* »¹³⁴.

Mais les initiatives destinées à changer les normes sociales vis-à-vis de la place de la femme dans la société ou des pratiques de santé familiale, sont souvent perçues négativement par les communautés, voire par les femmes elles-mêmes. C'est dans cette optique que le planning familial est par exemple considéré par beaucoup comme une « *intrusion génocidaire dans leurs existences reproductives* »¹³⁵.

5.2. Acteurs régionaux des conflits

« *Les voisins du Niger sont à la fois d'indispensables partenaires économiques et une source de préoccupation fréquente* »¹³⁶, explique Crisis Group. En effet, plusieurs acteurs nés des pays voisins rayonnent dans la sous-région et ont une influence sur la situation conflictuelle au Niger :

Le mouvement Ansar al-Dine est un groupe armé islamiste touareg malien, né en décembre 2011, et qui revendique l'application de la Sharia. A ce jour, il n'a mené aucune opération terroriste sur le territoire nigérien¹³⁷. Bien qu'Ansar al-Dine nie tout

¹³¹ COOPER, Barbara M. et BOTIVEAU Raphaël, « De quoi la crise démographique au Sahel est-elle le nom ? », *Politique africaine*, 2013, n° 130, p. 69-88.

¹³² Population Reference Bureau, « Un guide sur la santé sexuelle et reproductive en Afrique de l'Ouest francophone à l'attention des journalistes », 2011, p. 46

¹³³ UNFPA et Ministère de la Jeunesse du Niger. Note conceptuelle du « Forum des Jeunes 2013 », mars 2013.

¹³⁴ Ministère du Plan. *Op. cit.*, p. 29.

¹³⁵ COOPER, Barbara M. et BOTIVEAU, Raphaël. *Loc. cit.*

¹³⁶ International Crisis Group. *Op. cit.*, p. 37.

¹³⁷ KADADRA, Atef. « Ansar Dine Seeking Algeria's Mediation in Mali Crisis », *Al Monitor* [en ligne] 05/11/2012. Disponible sur: <http://www.al-monitor.com/pulse/politics/2012/10/ansar-dine-spokesman-dismisses-terrorist-label.html#ixzz2dHnZaQIH> (Consulté le 06/09/2013)

lien avec le réseau Al-Qaeda, plusieurs agences de presse affirme qu'Ansar al-Dine est un agent proxy à travers lequel opère Al Qaeda dans la région du nord Mali. Les membres du mouvement sont principalement des Maliens¹³⁸. Une des forces du mouvement est sa richesse, comme l'explique un diplomate occidental : « *le MNLA est riche en hommes, tandis qu'Ansar al-Dine est riche en cash* »¹³⁹. Une autre force d'Ansar al-Dine est le poids politique et symbolique de son leader, Iyad Ag Ghali¹⁴⁰.

Boko Haram: Le gouvernement nigérian est engagé dans une lutte de longue haleine contre Boko Haram, une organisation islamiste basée dans le nord du Nigéria, dont l'objectif est d'imposer la Sharia dans le pays. Depuis 2009, le groupe terroriste a lancé plusieurs centaines d'attaques coordonnées à travers la région contre des forces de sécurité et des civils travaillant avec le gouvernement nigérian¹⁴¹. Vu la frontière commune entre le Nigéria et le Niger, et l'histoire de migration entre les deux pays, Boko Haram représente une menace non négligeable pour la sécurité du Sud Niger. Bien qu'il s'agisse d'un groupe basé au Nigéria, ses connexions, son influence et son intérêt dans le Sahel au sens plus large, vont croissant. Des rapports récents ont signalé que Boko Haram envoyait des hommes en formation au Nord Mali¹⁴², et que des recrutements étaient en cours dans les régions de Zinder et de Diffa, au Niger¹⁴³. Des leaders du mouvement nigérian ont également été arrêtés au Niger en août 2013, ce qui illustre leur présence active au Niger¹⁴⁴.

Al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) est né en 2007 du mouvement algérien *Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat*, le GSPC¹⁴⁵. Le Sahara constitue un espace immense sur lequel l'Etat n'est pas absent mais laisse de nombreux espaces favorables à l'implantation de différents groupes armés¹⁴⁶, notamment AQMI qui est particulièrement actif dans les zones frontalières de la Libye, l'Algérie et le Mali. Depuis 2010, AQMI met en œuvre une stratégie visant à s'attaquer de front aux intérêts occidentaux au Niger¹⁴⁷, notamment avec des enlèvements destinés à récolter des rançons¹⁴⁸.

¹³⁸ Al Jazeera, « Making Sense of Mali's Armed Groups ». *Al Jazeera* [en ligne], 17/01/2013. Disponible sur : <http://www.aljazeera.com/indepth/features/2013/01/20131139522812326.html>

¹³⁹ International Crisis Group, « Mali : Avoiding Escalation », *Rapport Afrique*, juillet 2012, n° 189. Disponible sur :

<http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/west-africa/mali/189-mali-avoiding-escalation.aspx> (Consulté le 06/09/2013)

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ AllAfrica. « Niger: 2011 U.S. Terrorism Report », *AllAfrica.com* [en ligne], 31/07/2012. Disponible sur: <http://allafrica.com/stories/201208011107.html> (Consulté le 06/09/2013)

¹⁴² FRANCIS, David J. *Op. cit.*

¹⁴³ International Relief and Development. « Revised Technical Application. Peace through Development », 17 octobre 2011.

¹⁴⁴ FOREST, James J.F. et GIROUX, Jennifer. « Terrorism and Political Violence in Africa: Contemporary Trends in a Shifting Terrain », *Perspectives on Terrorism*, 2011, Vol. 5, n° 3-4.

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ International Crisis Group (2012). *Op. Cit.*, p. 39.

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ FCO. *Loc. cit.*

Le mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) est un groupe djihadiste malien, issu d'une scission d'AQMI en 2011. Le groupe est composé d'Africain de l'Ouest de diverses nationalités, et est responsable de plusieurs enlèvements et attaques au Mali, en Algérie et au Niger¹⁴⁹.

¹⁴⁹ U.S. Department of State, *Country Reports on Terrorism* 2012. Washington, D.C.: Bureau of Counterterrorism, 2013.

6. Les acteurs de paix et mécanismes de pacification

6.1. Acteurs locaux

Sans prétention d'être exhaustive, cette section met en évidence deux types d'acteurs locaux ayant une influence sur la question de conflits : l'état nigérien d'une part, et la société civile d'autre part. Tout naturellement, **l'Etat** est un acteur de premier plan dans la prévention et la résolution de conflit, notamment au travers les Commissions foncières, des structures mises en place pour régler les conflits liés à la thématique foncière telles l'accès et le partage de ressources naturelles, ou les conflits entre éleveurs et agriculteurs. D'autre part, pour faire face aux menaces de conflits régionaux et/ou extérieurs, et éviter l'effet « tâche d'huile » du côté nigérien des frontières, l'Etat a opté pour une stratégie d'engagement militaire, comme nous le verrons plus bas. La **société civile** existe sous une multiplicité de formes dont nous mettons en évidence quelques exemples.

Le Code Rural et la Commission Foncière

En 1993, le Niger a procédé à la réforme de son système foncier et a adopté un Code Rural qui constitue un instrument juridique et institutionnel. Ses objectifs sont : la sécurisation foncière des acteurs ruraux, l'organisation du monde rural, la gestion durable des ressources naturelles, et l'aménagement du territoire. Le Code Rural reconnaît la propriété foncière coutumière, la mobilité pastorale et offre un espace pour gérer les ressources naturelles de manière locale et concertée. L'une de ses missions est d' « arbitrer les conflits liés à la gouvernance de la terre et des ressources naturelles »¹⁵⁰. Pour ce faire, le Code Rural prévoit que c'est le règlement à l'amiable et la conciliation devant les autorités traditionnelles qui sont les modes de gestion privilégiés des conflits. Des procédures et des outils standards ont été mis en place pour faciliter ce processus, tel le « procès-verbal de conciliation » ou « procès-verbal de non-conciliation ».

Dans le cadre, des institutions de gestion de proximité du foncier rural ont été mises en place : ce sont les Commissions foncières, organes paritaires comprenant d'une part des représentants de l'Etat et d'autre part, les élus locaux, les autorités coutumières, et des représentants des producteurs locaux. Les Commissions foncières sont des institutions administratives locales autonomes, dont les décisions ont la qualité d'actes administratifs. Elles existent au niveau des villages, des communes, des départements et des régions :

¹⁵⁰ Comité National du Code Rural du Niger. *Loc. cit.*

- Plus de 3.000 villages et tribus (sur 15.000) sont dotées d'une commission foncière de base ;
- 145 communes (sur 265) sont dotées de commission foncière communale ;
- et tous les 36 départements du pays ont leur commission départementale¹⁵¹.

La Commission foncière joue différents rôles dans le cadre de la résolution des conflits Elle assiste assure notamment un rôle d'expertise dans la gestion des conflits fonciers, en éclairant les parties en conflit sur la législation foncière ou l'évaluation des indemnités, notamment en cas de dégâts champêtres¹⁵².

Pour certains cas, comme la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs, le Code Rural prévoit une procédure spécifique de conciliation, laquelle doit se dérouler devant une commission paritaire composée d'un nombre égal d'éleveurs et d'agriculteurs, et présidée par l'autorité coutumière. La commission paritaire siège au niveau des villages, quartiers, tribus, groupements et cantons ou sultanats. La procédure prévoit les dispositions destinées à vérifier si une indemnité doit être prévue en faveur de l'agriculteur ou de l'éleveur (voir tableau ci-dessous), ainsi que des formules destinées à calculer le montant de ces indemnités¹⁵³.

Extrait de : Code Rural du Niger « Procédure de gestion des conflits agriculteurs-éleveurs »

Circonstances dans lesquelles ont été commis les dégâts champêtres				
Les dégâts sont commis dans un aménagement hydro-agricole ou dans un site de culture de contre-saison reconnu comme tel.	Les dégâts sont commis sur un champ de culture pluviale, lors de la période de fermeture des champs.	Les dégâts sont commis dans un champ protégé, lors de la période de fermeture des champs.	Les dégâts sont commis dans un champ non protégé, lors de la période d'ouverture des champs.	Les dégâts sont commis dans un champ situé dans un espace réservé à l'élevage.
Indemnisation	Indemnisation	Indemnisation	Pas d'indemnisation	Pas d'indemnisation

Malgré le caractère novateur de cette gestion locale de la question foncière, les Commissions foncières sont caractérisées par plusieurs faiblesses, telles que soulignées par le Comité Technique Foncier & Développement: « *Les Cofo demeurent soumises à des faiblesses quasi structurelles* » :

- *la difficulté d'identifier les représentants légitimes, notamment ceux qui y siègent au titre des catégories de producteurs ruraux ;*

¹⁵¹ KANDINE, Adam. « Gestion décentralisée ou locale du foncier ? Le cas du Niger », *Des fiches pédagogiques pour comprendre, se poser de bonnes questions et agir sur le foncier en Afrique de l'Ouest* [en ligne], 2011, 4 p. Disponible sur : <http://www.foncier-developpement.fr/publication/gestion-decentralisee-ou-locale-du-foncier-le-cas-du-niger/> (Consulté le 02/12/2013)

¹⁵² Comité National du Code Rural. *Loc. cit.*

¹⁵³ Comité National du Code Rural, « Procédure de gestion des conflits agriculteurs - éleveurs » [en ligne]. Disponible sur : <http://www.coderural-niger.net/spip.php?article27>

- *l'insuffisance d'outils adéquats d'information et de vulgarisation*
- *la trop grande mobilité de certains membres, notamment les représentants des services techniques ;*
- *l'irrégularité de la tenue des assemblés générale de la Cofa ;*
- *l'insuffisance d'équipements et de moyens de fonctionnement¹⁵⁴ »*

L'engagement militaire de l'Etat

Pour faire face aux menaces de déstabilisation liées à la situation sécuritaire chez ses voisins (voir section « Acteurs régionaux des conflits »), le Niger opté pour une politique belliciste visant à réduire les potentielles retombées sur son territoire. Ainsi, lors de la chute du Colonel Kadhafi, le Niger dénonce l'interventionnisme étranger en Libye, mais lance tout de même l'« opération Malibéro » sur le sol nigérien, destinée à (1= surveiller la circulation des hommes et des armes sur le sol nigérien, (2) prévenir la menace terroriste et (3) décourager la reprise d'une rébellion armée au Nord du pays. 1.200 hommes sont ainsi déployés dans la région d'Arlit¹⁵⁵, et les forces armées nigériennes (FAN) organisent notamment le désarmement des combattants revenus de Libye. « *La mobilisation est réelle* », explique Crisis Group, « *mais des doutes subsistent quant à l'efficacité de ce dispositif à contrôler les flux d'hommes et d'armes en provenance d'une Libye décrite [en 2012] comme « un marché d'armes à ciel ouvert »* ¹⁵⁶.

La menace « Boko Haram », venant du voisin Nigéria, fait également l'objet d'une réaction de la part des forces de l'ordre nigériennes, quoi que des analystes estiment que le Niger préfère opter pour une attitude prudente pour éviter « d'envenimer la situation » ¹⁵⁷. Des accords ont néanmoins été signés en 2012 entre le Niger et le Nigéria pour organiser des patrouilles communes et surveiller les frontières ¹⁵⁸ et récemment (août 2013), plusieurs membres de Boko Haram ont été arrêtés par la police nigérienne¹⁵⁹.

Enfin, le Niger a fait preuve d'une grande fermeté suite à la dégradation de la situation sécuritaire au Mali : il s'engage activement sur le sol malien, et est l'un des premiers pays à avoir annoncé l'envoi de militaires chez son voisin malien, en appui à l'opération française Serval¹⁶⁰. En mai 2013, le Niger déployait un contingent de 650

¹⁵⁴ KANDINE, Adam. *Op. Cit.*

¹⁵⁵ International Crisis Group (2013). *Op. Cit.*, p. 38-39.

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 45-46

¹⁵⁸ RFI. « Le Niger et le Nigéria renforcent leur coopération et signent un accord de défense », *RFI* [en ligne], 19/10/2012 . Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20121019-le-niger-le-nigeria-renforcent-leur-cooperation-transfrontaliere-assurer-securite>, (Consulté le 01/11/2013)

¹⁵⁹ FOREST, James J.F. et GIROUX, Jennifer. *Op. Cit.*

¹⁶⁰ GAZIBO, Mamoudou. « Le Niger dans la crise malienne », *CERI*, juillet 2013.

hommes dans les régions de Gao, Menaka et Ansongo, au nord du Mali¹⁶¹. A l'image de ce qui s'était fait avec l'opération Malibéro, le Niger déploie près de 2000 hommes pour surveiller ses frontières septentrionales dès l'été 2012¹⁶². La fermeté du Niger dans sa lutte pour la stabilité régionale s'est aussi illustré par les accords que le pays a passés avec les Etats-Unis en février 2013, qui autorisent l'installation d'une base américaine pour l'envoi de drones de surveillance au Mali¹⁶³, dans le cadre de leur lutte anti-terroriste dans la région. Cependant, l'engagement militaire du Niger au Mali est coûteux. Bien qu'une partie du budget soit pris en charge par des aides extérieures, le pays a procédé à des « des transferts de dépenses des secteurs sociaux vers la défense et la sécurité, qui à terme pourraient peser sur les grands équilibres du pays »¹⁶⁴.

Les initiatives de la société civile

Diverses associations de la société civile sont actives au Niger qui, souvent, chacune dans leur domaine, ont pour rôle de gérer les conflits des groupes de personnes qu'elles représentent¹⁶⁵. Ainsi par exemple, l'Association Nigérienne pour la Défense des Droits des Consommateurs (ADDC-WADATA) intervient régulièrement sur les marchés pour la régulation des prix des produits de première nécessité. La Plateforme Paysanne, qui travaille avec les paysans, intervient également dans la résolution des conflits qui touchent ses membres¹⁶⁶. Il existe également des organisations qui ont la gestion pacifique des conflits au cœur même de leur mission, telles le Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO) section Niger, qui s'est notamment impliqué dans la crise du Sahel¹⁶⁷. Créé en 2009, ce réseau a amorcé la mise en œuvre de son plan d'action régional pour l'instauration de la paix dans la CEDEAO en contribuant à l'organisation de formations sur la médiation, la prévention et la résolution des conflits à destination de femmes leaders, issues de la société civile et des sphères gouvernementales.

¹⁶¹ StarAfrica.com. « AFISMA Deputy Commander found dead in Mali » [en ligne], 11/05/2013. Disponible sur : <http://en.starafrika.com/news/afisma-deputy-commander-found-dead-in-mali.html> (Consulté le 27/11/2013)

¹⁶² International Crisis Group (2013). *Op. Cit.*, p. 41.

¹⁶³ FRANCIS, David J. *Op. cit.*

¹⁶⁴ International Crisis Group (2013). *Op. Cit.*, p. 41-42.

¹⁶⁵ HACP et PNUD. *Op. cit.*, p. 63-64.

¹⁶⁶ ALAROU, Souley. « La société civile dans la gestion des conflits ». In : Site de la RODADDHD [en ligne]. Disponible sur : cso-effectiveness.org/IMG/ppt/communication_du_rodaddhd.ppt

¹⁶⁷ AGBOTON-JOHNSON, Christiane. « Paix et Sécurité: le leadership des femmes dans la prévention et la résolution des conflits au Sahel. La moitié du ciel... ». Document de préparation de la Conférence de haut niveau sur le Leadership des femmes dans les pays du Sahel, le 9 avril 2013 à Bruxelles, p. 5-6.

6.2. Acteurs internationaux

Plusieurs pays et institutions internationales se sont engagées activement au cours des dernières années pour une augmentation de la cohésion sociale au Niger, et un renforcement des mécanismes de prévention et de gestion de conflit. Chacun d'eux oriente son action en fonction des intérêts ou des valeurs qui lui sont prioritaires, et l'évolution récente de la situation sécuritaire régionale a poussé certains pays et institutions partenaires du Niger à réévaluer ou réorienter leur stratégie d'appui.

France « Depuis les enlèvements de 2010, la France cherche à consolider son dispositif pour mieux réagir en cas d'enlèvements et renforcer la sécurité de sites uranifères perçus comme stratégiques », explique Crisis Group, citant notamment les facilités obtenues par la France pour l'utilisation des aéroports de Niamey et Agadez, la participation de réservistes français à la sécurisation des sites d'Areva et leur appui aux forces nigériennes dans la lutte antiterroriste¹⁶⁸. De plus, comme expliqué précédemment dans la section « situation géographique et géostratégique », le Niger représente un enjeu sécuritaire pour la France, au vu de sa frontière avec le Mali et sa place au carrefour de différents trafics ainsi que des migrations vers l'Europe. Ainsi, la « Gouvernance, Droit de l'Homme et l'Etat de Droit » et la « Défense et la Sécurité intérieure » représentent deux des axes de coopération bilatérale entre la France et le Niger. Un des projets qui entrent dans ce cadre est le projet Jussec, qui appuie les réformes des systèmes judiciaires, douaniers et de sécurité intérieure en renforçant les services chargés des contrôles, des enquêtes et des actes judiciaires¹⁶⁹.

L'Union Européenne: Au vu des défis auxquels est confronté le Niger, l'Union Européenne « oriente sa politique vers un soutien aux actions des Etats sahéliens visant à renforcer les institutions étatiques, les appareils sécuritaires, douaniers et de défense, et les programmes visant à développer les zones enclavées de certains territoires afin d'y créer des perspectives professionnelles »¹⁷⁰.

Lors de sa visite de novembre 2013 au Niger, Andris Piebalgs, commissaire européen au développement, rappelait que « le Sahel constitue une priorité pour l'UE, qui mobilise tous les instruments à sa disposition pour gérer une situation complexe (...). Notre approche repose sur le principe selon lequel la sécurité est une condition essentielle de la croissance – il ne peut y avoir de développement sans sécurité »¹⁷¹.

¹⁶⁸ International Crisis Group. *Op. cit.*, p. 46.

¹⁶⁹ Ambafrance. « La coopération bilatérale franco-nigérienne ». In : *La France au Niger* (site de l'Ambassade de France au Niger). Disponible sur : <http://www.ambafrance-ne.org/La-cooperation-bilaterale-franco,2502> (Consulté le 28/11/2013)

¹⁷⁰ ROUPPERT, Bérangère GRIP. *Op. cit.*

¹⁷¹ Délégation de l'UE au Niger. « Mission conjointe internationale : A Niamey, le Commissaire au Développement, Andris PIEBALGS réitère le renforcement par l'UE du soutien en faveur du Sahel dans les années à venir ». In: Site du SEAE [06/11/2013]. Disponible sur:

C'est dans cette optique que depuis mars 2011, l'Union Européenne met en œuvre sa « stratégie intégrée pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel », une stratégie axée sur quatre lignes d'action : 1) le développement, la bonne gouvernance et la résolution des conflits internes; 2) l'action politique et diplomatique; 3) la sécurité et l'État de droit; 4) la lutte contre l'extrémisme violent. Cette stratégie intègre notamment un volet de coopération policière, avec des programmes liés à l'Instrument de stabilité (IDS) et la mission EUCAP Sahel Niger (mission civile de renforcement des capacités liée à la Politique de sécurité et de défense commune). Cette coopération a été évaluée positivement jusqu'à présent, cependant, certaines réserves sont émises par rapport à la conception de cette stratégie¹⁷², d'une part, et par rapport à la coordination des activités d'autre part¹⁷³.

Le 10^{ème} fonds européen de développement (FED) 2008-2013, d'un montant de 508 millions d'euros, a permis le financement de divers qui témoignent de « *la ferme volonté de l'UE de soutenir le Niger, à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance soutenable et inclusive et à développer la gouvernance économique, d'une part et d'autre part, à promouvoir sa stabilité intérieure dans un contexte régional marqué par de multiples menaces* »¹⁷⁴.

Les Etats Unis: Dix ans avant que l'Union Européenne ne fasse le choix, pour le Sahel, d'une approche globale et régionale¹⁷⁵, les Etats Unis avaient déjà adopté une telle stratégie pour la région. En effet, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, l'administration Bush a opté pour une politique de lutte contre le terrorisme au Maghreb et au Grand Moyen-Orient. Ainsi, les Etats-Unis renforcent eux aussi leur coopération militaire au Sahel avec les programmes Pan-Sahel Initiative (PSI) puis Trans-Saharan Counter Terrorism Initiative (TSCTI). Leurs efforts, initialement centrés sur le Mali et la Mauritanie, se renforcent au Niger depuis quelques années¹⁷⁶. Le TSCTI inclut à partir de 2005 un volet psychologique de lutte contre l'idéologie djihadiste¹⁷⁷. Dans le même courant d'idées, les Etats-Unis via l'agence américaine d'aide au développement (USAID) a « *renforcé ses programmes d'aide au développement directement liés à leurs préoccupations sécuritaires et antiterroristes* »¹⁷⁸, notamment au travers les programmes Peace through Development I (2008-2011) et II (2012-2016),

http://eeas.europa.eu/delegations/niger/press_corner/all_news/news/2013/20131106_1_fr.htm
(Consulté le 28/11/2013)

¹⁷² ROUPPERT, Bérangère. « The European Strategy for Development and Security in the Sahel : Rupture or Continuity? », 16 janvier 2012, p. 11-12.

¹⁷³ International Crisis Group. *Op. cit.*, p. 47.

¹⁷⁴ Délégation de l'UE au Niger. « Quatre conventions de financement et un avenant de plus de 181 Millions EUR signés à Niamey par le Commissaire Andris PIEBALGS ». In: Site du SEAE [06/11/2013]. Disponible sur:

http://eeas.europa.eu/delegations/niger/press_corner/all_news/news/2013/20131106_3_fr.htm

¹⁷⁵ ROUPPERT, Bérangère (2012:2). *Op. cit.*, p. 12.

¹⁷⁶ International Crisis Group. *Op. cit.*, p. 46-47.

¹⁷⁷ ROUPPERT, Bérangère (2012:2). *Op. cit.*, p 4-5.

¹⁷⁸ International Crisis Group. *Op. cit.*, p. 46-47.

qui visent explicitement à éviter la contamination de la jeunesse nigérienne par des idéologies violentes et radicales.

D'autres organisations et groupes internationaux sont actifs dans le Sahel et au Niger pour appuyer les mécanismes de prévention et de gestion de conflits. L'un d'eux est EIRENE International, le service chrétien international pour la paix, qui a deux programmes au Niger : « Le service civil pour la paix (ZFD) couvre le Niger, le Burkina Faso et le Mali, et promeut la résolution non violente des conflits transfrontaliers, des conflits liés aux ressources naturelles, et des conflits liés à l'exploitation de l'uranium, de l'or et du pétrole ». EIRENE est une organisation internationale aux fonds limités, qui mène des activités tels cet atelier organisé à Niamey au travers son partenaire GENOVICO, Gestion Non Violente des Conflits. « *Cet atelier a regroupé des associations et réseaux en partenariat de trois pays du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger) pour réfléchir sur les différentes approches et expériences en matière de réseautage et de partenariat au service de la paix dans la sous-région* »¹⁷⁹.

¹⁷⁹ LANKOANDE, Boureima. « Gestion non violente des conflits : Un atelier sous régional regroupe les acteurs autour du réseautage et du partenariat ». Burkina24 [en ligne], 24/06/2013. Disponible sur : <http://burkina24.com/news/2013/06/20/gestion-non-violente-des-conflits-un-atelier-sous-regional-regroupe-les-acteurs-autour-du-reseautage-et-du-partenariat/> (Consulté le 28/11/2013)

7. Médias

7.1. Contexte nigérien des medias

Le paysage médiatique au Niger est constitué d'une radio (Radio Sahel) et de deux chaînes de télévision (TV Sahel) publiques, ainsi que de 32 chaînes de radios privées, créées à partir de 1994, quelques années après le début du processus de démocratisation et la libération du secteur des médias¹⁸⁰. Certaines de ces radios privées assurent le relais de stations internationales, telles RFI ou BBC¹⁸¹, qui peuvent être écoutées dans la capitale et dans certaines provinces.

La radio

La radio est le média par excellence au Niger, où le taux d'alphabétisation est très bas. En 2008, selon un sondage de la BBC, 67% des adultes nigériens disaient écouter la radio au moins une fois par semaine¹⁸². Ceci s'explique par le faible coût de la radio, et par le fait que toutes les radios proposent des émissions en langue vernaculaire, ce qui les rend populaires et accessibles à tous. Le paysage radiophonique se décline en trois volets :

La radio publique, Radio Sahel, qui dépend de l'Office de Radiodiffusion et Television du Niger (ORTN), émet dans à partir de Niamey et a des relais dans les sept capitales régionales : Maradi, Zinder, Tillabéri, Tahoua, Agadez, Diffa and Dosso. Selon des recherches réalisées en 2011 par l'ambassade des USA au Niger, Radio Sahel aurait une audience régulière d'environ 7 millions d'auditeurs¹⁸³. Radio Sahel diffuse des informations à l'échelle nationale, avec des décrochages régionaux. Un bulletin d'information quotidien est donné dans huit langues locales, en plus du français. La carte ci-dessous illustre le rayon de couverture de la Radio Sahel, qui, avec 36 transmetteurs, couvre 36.5% du territoire national :

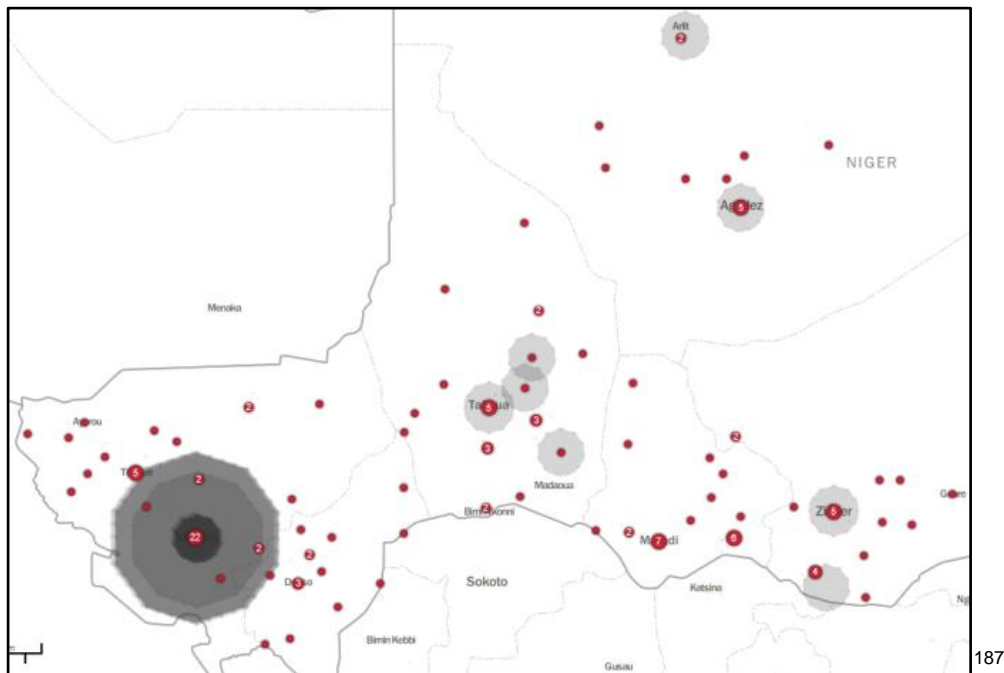
¹⁸⁰ Contrechamps. « L'état des médias au Niger ». In : Site web de l'association Contrechamps. Disponible sur : http://www.contrechamps.asso.fr/medias_niger (Consulté le 28/11/2013)

¹⁸¹ BBC. Profil du Niger, *loc. cit.*

¹⁸² Infoasaid. *Niger Media and Telecoms Landscape Guide*, 2012, p. 11.

¹⁸³ *Ibid*, p. 12.

La carte ci-dessous, qui date de février 2012, met en évidence les zones d'implantation des radios, toutes catégories confondues (point rouge) ainsi que leur zone de couverture (cercle gris).



Certaines de ces radios privées assurent le relais de stations internationales, telles RFI, Voice of America, Deutsche Welle ou BBC¹⁸⁸, qui peuvent être écoutées dans la capitale et dans certaines provinces. Ainsi, dans son « Guide du paysage des médias et des télécoms », Infoasaid explique que « les stations de radio étrangères ont traditionnellement toujours diffusé sur ondes courtes en Afrique de l'Ouest, mais de plus en plus, elles touchent les audiences nigériennes via le FM grâce à des relais en partenariat avec des radios locales. Le service en Haoussa de la BBC affirme ainsi toucher 3,6 millions de personnes au Niger (...). VOA et la Deutsche Welle ont également des programmes populaires en Haoussa (...). Radio France International (RFI) est disponible au niveau national en français en FM »¹⁸⁹.

La télévision

A ces radios s'ajoutent sept chaînes de télévisions, dont deux publiques (TéléSahel et Tal TV) et 5 privées, dont la première a été lancée en 2000 (télé Tenere). La télévision

¹⁸⁷ Infoasaid. *Op. cit.*

¹⁸⁸ BBC. Profil du Niger. *Loc. cit.*

¹⁸⁹ Infoasaid. *Op. cit.*, p. 14.

est particulièrement populaire dans les centres urbains, et selon un sondage de la BBC (2008), 17% de personnes qui suivent la télévision au moins une fois par semaine¹⁹⁰.

Des études menées par l'ambassade des USA en 2011 évoquent les chiffres d'une audience régulière de 4 millions de téléspectateurs pour TéléSahel, et d'un million pour Tal TV, la deuxième chaîne publique. Les deux chaînes diffusent depuis les 8 capitales régionales, et peuvent également être suivies à l'échelle nationale par satellite, de même que deux autres télévisions privées (Tenere TV et Canal 3), qui sont également disponibles sur satellite. Les trois autres télévisions privées couvrent uniquement la ville de Niamey¹⁹¹.

La presse écrite

En ce qui concerne la presse écrite, on note plus de 70 titres et 20 imprimeries¹⁹². Tous sont en français. Comme l'explique Infoasaid¹⁹³, « *les journaux jouent un rôle relativement mineur dans la transmission des informations et des nouvelles au grand public. En revanche, ils constituent d'importants forums où l'élite éduquée débat de questions nationales, et formulent des opinions qui influencent les politiques gouvernementales* ». En effet, vu le faible taux d'alphabétisation au Niger et le faible pouvoir économique de la population, seule l'élite peut se permettre l'achat de journaux écrits, tandis que les masses s'informent à travers la radio et la télévision, lesquelles sont gratuites.

Le seul journal quotidien du Niger est Le Sahel, une publication sous tutelle gouvernementale, qui a un tirage d'environ 3.000 exemplaires. Les autres publications sont généralement des hebdomadaires, ou ont une publication aléatoire, avec un tirage beaucoup plus limité. Ainsi, les journaux les plus influents sont Le Républicain (le plus ancien journal, depuis 2001), Alternative, la Roue de l'Histoire et le Canard Déchainé, qui vendent entre 1.000 et 2.000 journaux par édition¹⁹⁴.

Les journaux écrits sont considérés par beaucoup comme étant avant tout des journaux d'opinion¹⁹⁵, qui souffrent des maux caractéristiques de la presse écrite en Afrique sub-saharienne : faible taux d'alphabétisation, environnement économique défavorable, et manque de crédibilité des titres de presse, souvent associés à une mouvance politique¹⁹⁶.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 11.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 14.

¹⁹² Ministère du Plan. *Op. cit.*, p. 27-28.

¹⁹³ Infoasaid. *Op. cit.*, p. 61.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 61-62.

¹⁹⁵ Voir à ce sujet : LAWALI, El Kaougé Mahamane. « Journalisme et prédation politique ». In : *Le Niger dans le web* [en ligne] 19/11/2013. Disponible sur : <http://www.tamtaminfo.com/societe/11266-journalisme-et-predation-politique.html> (Consulté le 28/11/2013)

¹⁹⁶ Contrechamps. *Loc. cit.*

Liberté de la presse

Le Niger se situe à la 43^{ème} place sur 179 pays au classement 2013 de la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières¹⁹⁷. Après la détérioration du climat de liberté de la presse survenue lors de la tentative de coup d'état de 2010, la situation est allée en s'améliorant au Niger pour les journalistes. Au cours de l'année qui a vu l'élection de Issoufou à la présidence, en 2011, le gouvernement transitionnel a introduit et adopté plusieurs réformes touchant le monde des médias, lesquelles ont été confirmée sous le régime d'Issoufou. En novembre 2011, « *il est devenu le premier président africain à signer la déclaration de Table Mountain, qui appelle à l'abrogation de la diffamation et des lois sur les insultes, ainsi qu'à un environnement de la presse en Afrique qui soit exempt de contrôle gouvernemental, politique économique* »¹⁹⁸.

Les organes de régulation et associations professionnelles

Un Conseil Supérieur de la Communication (CSC), créé en 1993, est chargé de réguler les médias au Niger : il supervise le respect de la déontologie, et est aussi chargé de veiller au respect des conventions internationales. C'est lui qui délivre les autorisations d'exploiter un service de radiodiffusion, de télévision ou tout autre service de communication audiovisuelle. Il en est de même des cartes de journalistes.

L'Observatoire Nigérien des Médias pour l'Ethique et de la Déontologie ONIMED a été créé en mai 2010 par les journalistes et les médias nigériens. L'ONIMED est géré par un conseil exécutif composé de 15 membres. Son objectif est d'être un organe collégial interne qui veille au respect des règles d'éthique et de déontologie par les journalistes dans leur travail quotidien au Niger. Il a été actif de 2010 à mi-2012, et a depuis cessé ses activités faute de financement. Un projet financé par la coopération danoise (DANIDA) vise à redynamiser cette structure à partir de 2014¹⁹⁹.

Le Centre de Presse (Maison de la Presse) est une association indépendante et apolitique de droit nigérien, créée en 2005, à l'initiative de douze organisations socioprofessionnelles du secteur des médias. Lieu de rencontres, d'échanges et de débats pour les journalistes et organes de médias, elle rencontre de très sérieux problèmes de fonctionnement²⁰⁰.

¹⁹⁷ Reporters Sans Frontières. *Classement mondial de la liberté de la presse 2013* [en ligne]. Disponible sur : http://fr.rsf.org/IMG/pdf/classement_2013_fr_bd.pdf (Consulté le 28/11/2013).

¹⁹⁸ Freedom House. « Niger: Freedom of the Press 2012 ». In: Site web de Freedom House. Disponible sur: <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-press/2012/niger> (Consulté le 28/11/2013)

¹⁹⁹ DANIDA. « Synopsis Programme to Sustain Peace and Democracy in Niger 2014-2016 ». Document d'appel à propositions de la Danish International Development Agency, 2013, 10 p.

²⁰⁰ *Ibid.*

Réseau des radios communautaires : Deux réseaux revendiquent le titre de « réseau national » des radios communautaires pour le Niger : le RaCom est le plus ancien réseau, tandis que le RERACORNIGER est issu d'une dissension entre le RaCom et un de ses anciens représentants régional, qui a créé sa propre structure.

- *RaCom, ou Coordination Nationale des Radios Communautaires.* RaCom est la structure qui a été créée en 2006, prenant le relais du groupe originel de coordination des radios communautaires constituée en 1999. Il s'agit d'une association de réseaux communautaires à laquelle 129 radios ont adhéré. Le RaCom a un mandat national, et est organisée en sept réseaux régionaux, avec un coordonnateur élu dans chaque région. Au niveau national, le coordonnateur travaille en étroite collaboration avec la Direction des Médias Communautaires du Ministère de la Communication²⁰¹.
- *RERACORNIGER, ou Réseau des Radios Rurales et Communautaires du Niger* est un réseau qui revendique le rôle de réseau national, en lieu et place du RaCom. Il a été appuyé par certaines organisations internationales, comme la FAO, et grâce à son dynamisme, son coordonnateur est fréquemment invité par certaines structures nationales et régionales pour y représenter les radios communautaires du Niger. Le RERACORNIGER affirme avoir 129 radios rurales membres, et huit coordinations nationales²⁰².

7.2. Contexte des medias a Tahoua, Tchintabaraden et Tassara

Les médias suivants émettent dans la région de Tahoua :

- Télévision publique : TéléSahel et Tal TV
- Télévision privée : Tenere TV, Canal 3 TV
- Radio publique : Radio Sahel
- Radio privée : Radio Dounia, Canal 3 FM, Tenere FM

En février 2012, des radios communautaires étaient recensées dans les localités suivantes :

4. Abalak
5. Abalak Mairoua
6. Assala
7. Azeye
8. Bagaroua
9. Bermo
10. Bouza

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² RERACORNIGER. « Présentation du réseau ». In : Site de la RERACORNIGER [en ligne]. Disponible sur : <http://reracorniger.wordpress.com/> (Consulté le 27 novembre 2013)

11. Dogorawa
12. Dole
13. Garahanga
14. Ibohamame
15. Illela
16. Kaou
17. Keita
18. Tabalak
19. Takanamet
20. Tamaske
21. Tamaya
22. Tassara
23. Teberam
24. Tillia
25. Tintabaraden

7.3. Médias et pacification: initiatives existantes

a. Au Niger

Plusieurs organisations travaillent actuellement ou ont travaillé dans le passé sur l'utilisation des médias comme médium de pacification. La plupart des initiatives dans ce sens s'appuient sur la radio, qui est le média le plus écouté dans le pays. L'étude sur les médias au Niger, menée par Infoasaid en 2012, explique que ce sont surtout les radios communautaires qui sont ciblées comme médiums de communication, car elles diffusent en langue locale, et parlent de sujets qui touchent directement leurs auditeurs. Cependant, vu la couverture limitée de ces radios communautaires, et l'absence de coordination nationale de ces radios locales, plusieurs organisations humanitaires optent pour une solution plus facile, qui est de contracter des partenariats avec des radios commerciales qui ont une plus grande portée, telles les radios Anfani, Sarounia, Tenere ou Alternative²⁰³.

Les activités majeures se déclinent en quatre volets :

- **Formation des journalistes** sur certaines thématiques, telles que le « journalisme sensible aux conflits »²⁰⁴
- **Réalisation de « prêts-à-diffuser »** et diffusion sur les ondes de radio partenaires, telles les émissions radios réalisées par l'organisation américaine Equal Access dans le cadre du projet Peace Trough

²⁰³ Infoasaid. *Op. cit.* p. 17-18.

²⁰⁴ YAO, Eugène. Afrique: « Gestion des conflits : Les journalistes africains invités à "être des acteurs de paix" ». AllAfrica.com [en ligne], 14/09/2013. Disponible sur : <http://fr.allafrica.com/stories/201309160651.html> (Consulté le 28/11/2013)

Developpement (PDEV, financé par USAID), dont l'une d'elle portait sur la tolérance religieuse²⁰⁵

- **Appui aux radios pour la réalisation d'émissions** ou l'achat de temps d'antenne dédié à certains sujets. UNICEF est par exemple l'un des plus grands « acheteurs » de temps d'antenne pour diffuser des messages liés à ses programmes.
- **Réalisation de sketches théâtre et radio** pour discuter de certaines thématiques sociales taboues, telles les violences faites aux femmes, la prostitution, l'esclavagisme domestique²⁰⁶.

b. Dans la région de Tahoua, Tchintabaraden et Tassara

Nous n'avons malheureusement pas été en mesure de trouver des informations à ce sujet dans les rapports collecté au cours de cette revue de la littérature.

²⁰⁵ Infoasaid. *Op. cit.*, p. 11-18.

²⁰⁶ *Ibid.*, p. 16

8. Bibliographie

- AFP. « Enlèvements au Niger : Areva reconnaît des "défaillances" », *Le Monde* [en ligne], 20/09/2010. Disponible sur : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2010/09/20/enlevements-au-niger-polemique-entre-areva-et-niamey_1413324_3212.html
- AGBOTON-JOHNSON, Christiane. « Paix et Sécurité: le leadership des femmes dans la prévention et la résolution des conflits au Sahel. La moitié du ciel... ». Document de préparation de la Conférence de haut niveau sur le Leadership des femmes dans les pays du Sahel, le 9 avril 2013 à Bruxelles, p. 5-6.
- ALAROU, Souley. « La société civile dans la gestion des conflits ». In : Site de la RODADDHD [en ligne]. Disponible sur : effectiveness.org/IMG/ppt/communication_du_rodaddhd.ppt
- Al Jazeera, « Making Sense of Mali's Armed Groups ». *Al Jazeera* [en ligne], 17/01/2013. Disponible sur : <http://www.aljazeera.com/indepth/features/2013/01/20131139522812326.html>
- Al Jazeera. « Armed group claims Niger suicide attacks ». *Al Jazeera* [en ligne], 24/05/2013. Disponible sur : <http://www.aljazeera.com/news/africa/2013/05/201352394018909665.html> (Consulté le 28/11/2013)
- Al Jazeera, « Niger Says "Terrorists Escaped" in Jail Raid », *Al Jazeera* [en ligne], 03/06/2013. Disponible sur : <http://www.aljazeera.com/news/africa/2013/06/2013630543042763.html> (Consulté le 28/11/2013)
- Al Jazeera. « Four French hostages in Niger are freed », *Al Jazeera* [en ligne], 29/10/2013. Disponible sur : <http://www.aljazeera.com/news/africa/2013/10/four-french-hostages-niger-are-freed-20131029201246925454.html> (Consulté le 28/11/2013)
- AllAfrica. « Niger: 2011 U.S. Terrorism Report », *AllAfrica.com* [en ligne], 31/07/2012. Disponible sur : <http://allafrica.com/stories/201208011107.html> (Consulté le 28/11/2013)
- ALLI, Yusuf. « Boko Haram Leader, Others Captured in Niger Republic », *The Nation* [en ligne], 01/08/2013. Disponible sur : <http://thenationonlineng.net/new/boko-haram-leader-others-captured-in-niger-republic/> (Consulté le 28/11/2013)
- Ambafrance. « La coopération bilatérale franco-nigérienne ». In : *La France au Niger* (site de l'Ambassade de France au Niger). Disponible sur :

<http://www.ambafrance-ne.org/La-cooperation-bilaterale-franco,2502>
(Consulté le 28/11/2013)

Aning, Kwesi. *Potential new hotspots for extremism and opportunities to mitigate the danger: The case of the Sahel* [en ligne]. Disponible sur: <http://www.sant.ox.ac.uk/centres/Aningpaper.pdf>

Areva. *Areva et le Niger : Un partenariat durable* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.areva.com/FR/activites-592/un-partenariat-durable-avec-le-niger.html> (Consulté le 27/11/2013)

BBC. Niger profile In : *BBC News Africa* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-13943662> (Consulté le 27/11/2013)

BBC. « Niger presidential election 'is example for Africa' », *BBC News Africa* [en ligne] 12/03/2011. Disponible sur : <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-12724965> (Consulté 27/11/2013)

BBC. « Belmokhtar Militants Merge with Mali's Mujao », *BBC News Africa* [en ligne], 22/08/2013. Disponible sur: <http://www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-23796920> (Consulté le 28/11/2013)

BBC. « Militant Islam in Africa - how the message gets out ». *BBC News Africa* [en ligne], 25/10/2013. Disponible sur : <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-24587491> (Consulté le 28/11/2013)

BBC. Niger migrants' bodies found near Algerian border, *BBC News Africa* [en ligne], 31/10/2013. Disponible sur: <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-24753100> (Consulté le 27/11/2013)

BIN AHMAD, Mohammad. « Sahel's Jihadist Groups Threaten Libya, Mauritania and Niger », *Al Monitor*, 11/12/2012 [en ligne]. Disponible sur: <http://www.al-monitor.com/pulse/fr/contents/articles/security/01/12/study-sahel-greater-threat-to-europe-than-afghanistan.html#ixzz2cRSpKjXg> (Consulté le 27/11/2013)

BIN AHMAD, Mohammad. « North African Terror Groups Merge », *Al Monitor* [en ligne], 26/08/2013. Disponible sur : <http://www.al-monitor.com/pulse/security/2013/08/north-africa-terrorism-groups-al-qaeda-merge.html#ixzz2dHn2yg3Y> (Consulté le 28/11/2013)

BOISBOUVIER, Christophe. « Mohamed Bazoum: Traiter Mahamadou Issoufou de dictateur, c'est banaliser ce mot terrible de dictature », RFI, 09/10/2013 [en ligne]. Disponible sur: <http://www.rfi.fr/afrique/20131009-mohamed-bazoum-traiter-mahamadou-issoufou-dictateur-est-banaliser-mot-terrible-dict>

BOUKHARS, Anouar. « Mali's Challenges Post-French Intervention ». In : Site du Carnegie Endowment for International Peace, 23/05/2013. Disponible sur: <http://carnegeendowment.org/2013/05/23/mali-s-challenges-post-french-intervention/g76k> (Consulté le 28/11/2013)

- CARE. « Profile : Niger ». In : Site web de CARE. Disponible sur : <http://www.care.org/careswork/countryprofiles/84.asp>
- CIA. Recensement de la population du Niger 2001, In : *CIA World Factbook* [en ligne] (modifié le 4 novembre 2013). Disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ng.html> (Consulté le 27/11/2013)
- Comité National du Code Rural. « Un dispositif original et novateur ». In : Le site du Code Rural du Niger [en ligne] Disponible sur <http://www.coderural-niger.net/spip.php?article8> (Consulté le 01/11/2013)
- Contrechamps. « L'état des médias au Niger ». In : Site web de l'association Contrechamps. Disponible sur : http://www.contrechamps.asso.fr/medias_niger (Consulté le 28/11/2013)
- COOPER, Barbara M. et BOTIVEAU Raphaël, « De quoi la crise démographique au Sahel est-elle le nom ? », *Politique africaine*, 2013/2, n° 130, p. 69-88.
- DANIDA. « Synopsis Programme to Sustain Peace and Democracy in Niger 2014-2016 ». Document d'appel à propositions de la Danish International Development Agency, 2013, 10 p.
- Délégation de l'UE au Niger. « Mission conjointe internationale : A Niamey, le Commissaire au Développement, Andris PIEBALGS réitère le renforcement par l'UE du soutien en faveur du Sahel dans les années à venir ». In: Site du SEAE [06/11/2013]. Disponible sur: http://eeas.europa.eu/delegations/niger/press_corner/all_news/news/2013/20131106_1_fr.htm
- Délégation de l'UE au Niger. « Quatre conventions de financement et un avenant de plus de 181 Millions EUR signés à Niamey par le Commissaire Andris PIEBALGS ». In: Site du SEAE [06/11/2013]. Disponible sur: http://eeas.europa.eu/delegations/niger/press_corner/all_news/news/2013/20131106_3_fr.htm
- DÖRRIE, Peter. « Security in the Sahel and the West's Military Fixation », *ThinkAfricaPress* [en ligne], 12/02/2013. Disponible sur: <http://thinkafricapress.com/mali/lost-sands-sahel-sahara-drones-western-military-policy>
- EIRENE International. *Annual Report 2012* [en ligne], 2013, p.4-5. Disponible sur: http://www.eirene.org/sites/default/files/job_file/Annual%20Report%202012_web.pdf
- FAO. *Rapport de la Quatorzième Réunion du Sous-comité ouest et centre africain de corrélation des sols pour la mise en valeur des terres, Abomey, Bénin, 9-13 octobre 2000* [en ligne]. Disponible sur :

- <http://www.fao.org/docrep/005/y3948f/y3948f11.htm> (Consulté le 27/11/2013)
- FAO. *GIEWS Country Briefs: Niger* [en ligne]. Disponible sur: <http://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=NER> (Consulté le 27/11/2013)
- FCO. *Foreign Travel Advice: Niger* [en ligne]. Disponible sur: <https://www.gov.uk/foreign-travel-advice/niger> (Consulté le 27/11/2013).
- FEWS NET. *Niger Food Security Outlook (July through December 2013)* [en ligne], p.3. Disponible sur: http://www.fews.net/docs/Publications/NE_OL_2012_07_en.pdf (Consulté le 27/11/2013).
- FOREST, James J.F. et GIROUX, Jennifer. « Terrorism and Political Violence in Africa: Contemporary Trends in a Shifting Terrain », *Perspectives on Terrorism*, 2011, Vol. 5, n° 3-4.
- FORUM DES JEUNES DU NIGER. *Les Jeunes, au cœur du développement du Niger post-2015*. Livre de recommandations du Forum des Jeunes du Niger, mars 2013.
- France Diplomatie. « Conseils aux voyageurs », *Fiche de pays : Niger* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/niger-12300> (Consulté le 27/11/2013)
- FRANCIS, David J. *The regional impact of the armed conflict and French intervention in Mali*. Oslo: NOREF, p. 11.
- Freedom House. « Niger: Freedom of the Press 2012 ». In: Site web de Freedom House. Disponible sur: <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-press/2012/niger> (Consulté le 28/11/2013)
- Freedom House. « Niger: Freedom in the World 2013 ». In: Site web de Freedom House. Disponible sur: <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/niger> .
- GAZIBO, Mamoudou. « Le Niger dans la crise malienne », *CERI*, juillet 2013.
- GEORGE, Princy Marin. « The Libyan Crisis and the Western Sahel: Emerging Security Issues ». In: IDSA, Papers&Briefs, Backgrounder [en ligne]. Disponible sur: http://www.idsa.in/backgrounder/TheLibyanCrisisandWestAfricanSahel_140812
- HACP et PNUD. *Analyse intégrée des facteurs de risque au Niger. Rapport final décembre 2007*, p. 22-23.
- HASSAN, Yaye, DANGUIOUA, A., JALLOH, Abdulai *et al.* *West African Agriculture and Climate Change: A Comprehensive Analysis – Niger*. International Food Policy

- Research Institute, décembre 2012 [en ligne]. Disponible sur: http://dspace.cigilibrary.org/jspui/bitstream/123456789/33722/1/aaccs_niger_note.pdf?1
- HELMORE, Kristin. *Because I am a girl. Adolescent Girls and Disasters*. Nairobi: Plan International, 2013.
- HICKS, Celeste. « Niger: The Battle to Avoid Major Food Crisis », *ThinkAfricaPress* [en ligne], 09/03/2012. Disponible sur: <http://thinkafricapress.com/niger/sahel-hunger-reaches-crisis-level>
- ICRC. « Niger: Everyday life remains a struggle for people fleeing Nigeria ». In: *News*, site de la Thomson Reuters Foundation, 09/10/2013. Disponible sur: <http://www.trust.org/item/20131009091938-mwh71/?source=search>
- IFAD. « Republic of the Niger ». In: Site de IFAD [en ligne]. Disponible sur: http://www.ifad.org/evaluation/public_html/eksyst/doc/country/pa/niger/niger_11.htm
- Infoasaid. *Niger Media and Telecoms Landscape Guide*, 2012, p. 11.
- Institut National de la Statistique. *Le Niger en chiffres 2011*. Niamey : INS, 2011, p. 1.
- Institut National de la Statistique. *4^{ème} Recensement général de la population et de l'habitat RGP/H. Résultats préliminaires* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.stat-niger.org/> (Consulté le 27 novembre 2013).
- International Crisis Group. « Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ? », *Rapport Afrique*, septembre 2013, n° 208.
- International Crisis Group, « Mali : Avoiding Escalation », *Rapport Afrique*, juillet 2012, n° 189. Disponible sur: <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/west-africa/mali/189-mali-avoiding-escalation.aspx> (Consulté le 28/11/2013)
- International Peace Institute. *Mali and the Sahel-Sahara: From Crisis Management to Sustainable Strategy*, février 2013. Disponible sur: http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ipi_e_pub_mali_and_sahel_2.pdf
- IOM. *Migrants Caught in Crisis: The IOM Experience in Libya*. Geneva: IOM, 2012, p. 27.
- IOM. *Returnees from Lybia: The Bittersweet Experience of Coming Home. Summary Report*. Geneva: IOM, 2012, p. 24
- IOM. *Mali Crisis: A Migration Perspective*. Geneva : IOM, 2013, p. 16.
- IRD, International Relief and Development. « Revised Technical Application. Peace through Development », 17 octobre 2011.
- IREX. *Niger Media Sustainability Index (MSI) 2013*. Disponible sur:

<http://www.irex.org/sites/default/files/u115/Niger%202012%20MSI%20Proof.pdf>

IRIN. « Niger: New Touareg Rebel Group Speaks Out », *IRIN News* [en ligne], 17/05/2007. Disponible sur: <http://www.irinnews.org/report/72223/niger-new-touareg-rebel-group-speaks-out>

IRIN. « Niger: Uranium - blessing or curse? », *IRIN News* [en ligne], 10/10/2007. Disponible sur : <http://www.irinnews.org/report/74738/niger-uranium-blessing-or-curse>

KADADRA, Atef. « Ansar Dine Seeking Algeria's Mediation in Mali Crisis », *Al Monitor* [en ligne] 05/11/2012. Disponible sur: <http://www.al-monitor.com/pulse/politics/2012/10/ansar-dine-spokesman-dismisses-terrorist-label.html#ixzz2dHnZaQlH> (Consulté le 28/11/2013)

KANDINE, Adam. « Gestion décentralisée ou locale du foncier ? Le cas du Niger », *Des fiches pédagogiques pour comprendre, se poser de bonnes questions et agir sur le foncier en Afrique de l'Ouest* [en ligne], 2011, 4 p. Disponible sur : <http://www.foncier-developpement.fr/publication/gestion-decentralisee-ou-locale-du-foncier-le-cas-du-niger/> (Consulté le 02/12/2013)

KAYSER, Christiane et DJATENG, Flaubert (Ed.). *Notre travail pour le changement: Construire la Paix*. Berlin : SCP/BfdW, 2013. Disponible en ligne sur : http://www.peaceworkafrica.net/IMG/pdf/EED_Heft_9_franz_Web_Cover.pdf (février 2013).

KOEPF, Tobias. « Terrorist attacks in Niger: not another Mali », *ISS Alert Issues*, n° 13, 03/06/2013.

L'Actualité. « Brigi s'en sort à coup de billets de banques ! », *L'Actualité*, 13/11/2013.

LACHER, Wolfram. *Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region*. Washington DC: Carnegie Endowment for International Peace, 2012. Disponible sur : http://carnegieendowment.org/files/sahel_sahara.pdf

LANKOANDE, Boureima. « Gestion non violente des conflits : Un atelier sous régional regroupe les acteurs autour du réseautage et du partenariat ». *Burkina24* [en ligne], 24/06/2013. Disponible sur : <http://burkina24.com/news/2013/06/20/gestion-non-violente-des-conflits-un-atelier-sous-regional-regroupe-les-acteurs-autour-du-reseautage-et-du-partenariat/> (Consulté le 28/11/2013)

LAWALI, El Kaougé Mahamane. « Journalisme et prédation politique ». In : *Le Niger dans le web* [en ligne] 19/11/2013. Disponible sur : <http://www.tamtaminfo.com/societe/11266-journalisme-et-predation-politique.html> (Consulté le 28/11/2013)

LE BRECH, Catherine. Areva au Niger et l'uranium d'Arlit. *Géopolis* [en ligne], 23/05/2013. Disponible sur : <http://geopolis.francetvinfo.fr/areva-au-niger-et-uranium-darlit-12195> (Consulté le 27/11/2013)

MAÂZOU, Souleymane. « Most Brides in Niger Are Children », *Inter Press Service* [en ligne], 30/07/2013. Disponible sur: <http://www.ipsnews.net/2013/07/most-brides-in-niger-are-children/>

MASSALATCHI, Abdoulaye. « Kidnapped aid workers released in Niger, one killed », Reuters, 3/11/2013.

Ministère des Affaires Etrangères français. Carte sécuritaire du Niger [carte] In : *Centre de crise* [29/05/2013] [en ligne]. Disponible sur : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/niger-12300/>

Ministère du Plan, de L'Aménagement du Territoire et Développement Communautaire. *Programme de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015*. Washington DC : FMI, 2013, p. 15.

MOHAMADOU, Abdoulaye. « Le foncier pastoral. Cas du terroir de Dembouten ». LASDEL, Etudes et travaux n°30, mai 2004, p. 15.

Nigeronline.info. « Démantèlement d'un vaste réseau de trafiquants de clandestins au Niger » [en ligne], 17/11/2013. Disponible sur : <http://www.nigeronline.info/actualites/detail.php?id=1681#.Uoy7xsQwByU> (Consulté le 27/11/2013)

NOSSITER, Adam. « Suicide Bombings in Niger Kill Dozens in Dual Strikes », *The New York Times* [en ligne], 24/05/2013. Disponible sur: <http://www.nytimes.com/2013/05/24/world/africa/niger-hit-by-two-suicide-attacks.html>

OCDE. « Femmes, Gouvernance endogène et Prévention des conflits en Afrique de l'Ouest », Rapport de l'Atelier de travail organisé par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE à Niamey (Niger), 26 au 28 avril 2006, SAH/D(2006)562 Annexes, Octobre 2006, p. 28-29. Disponible sur <http://www.oecd.org/fr/csao/evenements/38518810.pdf>

OCHA. « Revue à mi-parcours de l'appel global pour le Niger 2013 » [en ligne] p. 10. Disponible sur : https://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/MYR_2013_Niger_FR.pdf (Consulté le 27/11/2013)

OCHA. *Profil humanitaire Régional Niger- Tahoua, Septembre 2013*. Disponible sur : <https://docs.unocha.org/sites/dms/Niger/Profil%20humanitaire%20Tahoua%20Septembre%202013.pdf>

OCHA. *Niger bulletin humanitaire Niger*, n° 36, 12 septembre 2013.

- ONU Femmes. « Sahel: La pleine participation des femmes est essentielle a la résolution des conflits et au redressement économique ». In : Site ONU Femmes, Nouvelles, 09/04/2013. Disponible sur : <http://www.unwomen.org/fr/news/stories/2013/4/sahel-conference-says-womens-full-participation-essential-to-conflict-resolution-econ-recovery>
- OSAC. *Niger 2013 Crime and Safety Report*. In: Site web du Overseas Security Advisory Council des Etats Unis [en ligne]. Disponible sur: <https://www.osac.gov/Pages/ContentReportDetails.aspx?cid=13830>
- OSTEBO, Terje. « Islamic Militancy in Africa », *Africa Security Brief*, novembre 2012, n° 23 [en ligne]. Disponible sur: http://africacenter.org/wp-content/uploads/2012/11/AfricaBriefFinal_23.pdf
- OUMAR, Jemal. « Sahel radio station to promote peace », *Magharebia* [en ligne], 22/08/2013. Disponible sur: http://magharebia.com/en_GB/articles/awi/features/2013/08/22/feature-04-August-2013
- PHAM, Peter. « Niger Needs More Than Drones ». In: Site *Atlantic Council* [en ligne] 25/02/2013. Disponible sur: <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/niger-needs-more-than-drones>
- PNUD. *Rapport annuel du coordonnateur résident 2011*. Niamey : PNUD, 2011.
- PNUD. Profil de pays : Niger. In : *Indicateurs internationaux du Développement Humain*, 2013. Disponible sur : <http://hdrstats.undp.org/fr/pays/profils/NER.html> (Consulté le 27/11/2013)
- PNUD. *Le PNUD au Niger* [en ligne]. Disponible sur : <http://mirror.undp.org/niger/pnudfr/niger.html> (Consulté le 27/11/2013).
- PNUD. *Rapport sur le développement humain 2013*. New York : PNUD, 2013, p. 144-147.
- PORTER, Geoff D. « The New Resource Regionalism in North Africa and the Sahara », *CERI*, juillet 2013 [en ligne]. Disponible sur: <http://www.sciencespo.fr/ceri/en/content/new-resource-regionalism-north-africa-and-sahara>
- Reporters Sans Frontières. *Classement mondial de la liberté de la presse 2013* [en ligne]. Disponible sur : http://fr.rsfo.org/IMG/pdf/classement_2013_fr_bd.pdf (Consulté le 28/11/2013).
- RERACORNIGER. « Présentation du réseau ». In : Site de la RERACORNIGER [en ligne]. Disponible sur : <http://reracorniger.wordpress.com/> (Consulté le 27 novembre 2013)

- RFI. Fiche pays du Niger [en ligne]. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/contenu/niger> (Consulté le 27/11/2013)
- RFI. « Le Niger et le Nigéria renforcent leur coopération et signent un accord de défense », *RFI* [en ligne], 19/10/2012 . Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20121019-le-niger-le-nigeria-renforcent-leur-cooperation-transfrontaliere-assurer-securite>, (Consulté le 01/11/2013)
- RFI. « Niger, Un nouveau gouvernement d'union nationale », *RFI* [en ligne], 14/08/2013. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20130814-niger-nouveau-gouvernement-union-nationale-issoufou> (Consulté le 28/11/2013)
- RFI. « Niger, retrait du principal allié du régime de la coalition au pouvoir », *RFI* [en ligne], 29/08/2013. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20130829-niger-retrait-principal-allie-regime-coalition-pouvoir> (Consulté le 28/11/2013)
- RFI. Le Niger va lancer un audit des mines exploitées par Areva. *RFI* [en ligne], 24/09/2013. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20130924-niger-audit-mines-areva-imouraren-rotab-ali-idrissa> (Consulté 27/11/2013)
- RFI. « Niger: rentrée parlementaire sur fond de crise politique », *RFI* [en ligne], 03/10/2013. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20131003-niger-rentree-parlementaire-fond-crise-politique-hama-amadou-lumana>
- RFI. « Fin de crise politique au Niger », *RFI* [en ligne], 10/11/2013. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20131110-victoire-premier-ministre-parlement-met-fin-crise-politique-niger-issoufou-rafini-brigi>
- RFI. « Niger: la fronde de l'opposition contre le président Issoufou », *RFI* [en ligne], 10/11/2013. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20131006-niger-opposition-s-unit-imposer-cohabitation-president-issoufou>
- ROUPPERT, Bérandère. « The European Strategy for Development and Security in the Sahel : Rupture or Continuity? », 16 janvier 2012, p. 11-12.
- ROUPPERT, Bérandère. « Les États sahéliens et leurs partenaires extrarégionaux ». Note d'analyse de GRIP, 6 décembre 2012.
- SCHMITT, Eric. « Drones in Niger Reflect New U.S. Tack on Terrorism », *The New York Times* [en ligne], 11/07/2013 <http://www.nytimes.com/2013/07/11/world/africa/drones-in-niger-reflect-new-us-approach-in-terror-fight.html?r=2&>
- Security Council Report. « February 2013 Monthly Forecast: Mali » [en ligne], 31/01/2013. Disponible sur: http://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2013-02/mali_4.php
- SHOBAKI, Salwa et BALDÉ, Djibril. « La situation des jeunes en Afrique. Pour un partenariat à visage humain ». In : Site de l'ADHA, février 2007. Disponible sur : <http://actiondha.webs.com/rapportsurlesjeunes.htm>

- SIGI. « Niger ». In : *Social Institutions & Gender Index* [en ligne]. Disponible sur : <http://genderindex.org/country/niger>
- StarAfrica.com. « AFISMA Deputy Commander found dead in Mali » [en ligne], 11/05/2013. Disponible sur : <http://en.starafrika.com/news/afisma-deputy-commander-found-dead-in-mali.html> (Consulté le 27/11/2013)
- Transparency International. *Corruption Perceptions Index 2012* [en ligne]. Disponible sur : <http://cpi.transparency.org/cpi2012/results/> (Consulté le 27/11/2013)
- TINTI, Peter. « Niger: The Stable Sahelian State, For Now », Think Africa Press [en ligne], 27/09/2013. Disponible sur: <http://thinkafricapress.com/niger/stable-instability-sahelian-state-mali-example>
- UNFPA et Ministère de la Jeunesse du Niger. Note conceptuelle du « Forum des Jeunes 2013 », mars 2013.
- UNFPA. « Jeunes au Niger ». In : Site UNFPA Niger [en ligne]. Disponible sur : <http://niger.unfpa.org/jeunes-niger.htm>
- UNHCR. « 2013 UNHCR country operations profile – Libya ». In: Site HCR, *Where we work/North Africa* [en ligne]. Disponible sur: <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/page?page=49e485f36&submit=GO>
- UNODC. *Regions under stress: When TOC threatens Governance and Stability*. Vienna: UNODC, 2010, p. 235.
- UNODC. *Regional Program for West Africa 2010-2014*. New York: United Nations, 2010, p. 101-102. Disponible sur: http://www.unodc.org/documents/commissions/WG-GOVandFiN/Regional_Programme_for_West_Africa.pdf.
- UNODC. « Firearms Trafficking in West Africa », *Transnational Organized Crime in West Africa: A Threat Assessment*. Vienna: UNODC, 2013, p. 33-37. Disponible en ligne sur: http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/tocta/West_Africa_TOCTA_2013_EN.pdf
- UNSC. « Report of the assessment mission on the impact of the Libyan crisis on the Sahel region », 18/01/2012, p. 11.
- UNSC RES2085/2012. Réunion 6898 du Conseil de Sécurité, 20 décembre 2012. Disponible sur: <http://www.un.org/News/Press/docs/2012/sc10870.doc.htm>
- U.S. Department of State. « Niger country report ». In : *Country Reports on Human Rights Practices for 2012*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor [en ligne] Disponible sur: <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm#wrapper>

- U.S. Department of State. *Trafficking in Persons Report* [en ligne], 2013, p. 283. Disponible sur: <http://www.state.gov/documents/organization/210741.pdf> (Consulté le 28/11/2013)
- U.S. Department of State. *Country Reports on Terrorism 2012*. Washington, D.C.: Bureau of Counterterrorism, 2013.
- U.S. Department of State. *2013 Investment Climate Statement – Niger*, Bureau of Economic and Business Affairs Disponible sur: <http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2013/204706.htm>
- VAGHI, Margaux. « Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l’Ouest. Juillet-Septembre 2013 », note d’analyse de GRIP, 15 octobre 2013, p.16.
- World Nuclear Association. Uranium au Niger. In : *Bibliothèque de la WNA, profil de pays* [en ligne]. Disponible sur : <http://world-nuclear.org/info/Country-Profiles/Countries-G-N/Niger/> (Consulté le 27/11/2013)
- YAO, Eugène. Afrique: « Gestion des conflits : Les journalistes africains invités à "être des acteurs de paix" ». AllAfrica.com [en ligne], 14/09/2013. Disponible sur : <http://fr.allafrica.com/stories/201309160651.html> (Consulté le 28/11/2013)